

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

L'état de santé du Président en "amélioration positive"

P2

COUR DE BLIDA

Ouverture du procès de l'Affaire Khalifa Bank

P2

TRIBUNAL DE BIR MOURAD RAÏS

10 ans de prison requis à l'encontre de Anis Rahmani

P24

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Couvre-feu de 20h à 5h dans 29 wilayas

UNIVERSITÉ ET FORMATION PROFESSIONNELLE

La rentrée reportée

P3



SALUÉ PAR LES DIRIGEANTS

DU MONDE ENTIER

Biden promet de rassembler l'Amérique

Le président élu des Etats-Unis, Joe Biden, a promis de rassembler le peuple américain alors que de nombreux dirigeants à travers le monde ont salué hier sa victoire, tout en appelant à redresser la barre après quatre ans de bouleversements géopolitiques. "Je m'engage à être un Président qui rassemble et non qui divise", a lancé Joe Biden, 77 ans, devant une foule en liesse rassemblée en "drive-in" dans son fief de Wilmington au Delaware, appelant les Américains à ne plus traiter leurs "opposants comme des ennemis". Après quatre jours de suspense tendu, l'ancien vice-président de Barack Obama a franchi le seuil "magique" de 270 grands électeurs et met fin à une séquence politique inédite qui a secoué l'Amérique et le monde. Il est "temps de panser les plaies" du pays et d'en finir avec les "diabolisations", a-t-il dit, tendant la main aux électeurs de Donald Trump dont il a dit comprendre la "déception".

P15

CRIGNANT L'ÈRE BIDEN

L'Opep risque de regretter son "ami" Trump

Les principaux membres de l'Opep craignent que des tensions dans l'alliance "Opep+" ne réapparaissent avec l'accession de Joe Biden à la présidence des Etats-Unis et pensent que Donald Trump leur manquera, ont déclaré des sources proches du cartel. Alors que le président sortant était passé d'une critique de l'Opep à un soutien de sa réduction de production, Joe Biden pourrait modifier les relations diplomatiques américaines avec trois membres de l'organisation, à savoir l'Arabie saoudite, son leader de facto ; les pays sanctionnés, l'Iran et le Venezuela ; et la Russie, leader des producteurs de pétrole alliés à l'Opep connus sous le nom d'"Opep+". L'application stricte des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela a empêché le négoce de millions de barils par jour et, si Joe Biden devait assouplir les mesures dans les années à venir, une augmentation de la production rendrait plus difficile pour l'Opep d'équilibrer l'offre et la demande de pétrole.

P5

Régions

MOSTAGANEM

Légère hausse de la production agricole l'an dernier

P9

COLONEL FAROUK ACHOUR (PROTECTION CIVILE)

Les derniers incendies sont d'origine criminelle

P24

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

670 nouveaux cas, 254 guérisons et 12 décès

P3

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA lance l'activité dans sept nouvelles agences

P5

AFROBASKET-2021

L'Algérie déclare forfait pour les éliminatoires

P13

Culture

A PARTIR D'AUJOURD'HUI

La citadelle d'Alger ouvre ses portes aux visiteurs

P21



Brèves

PRÉSIDENCE
DE LA RÉPUBLIQUE

L'état de santé
du Président en
"amélioration positive"

Selon un communiqué de la présidence de la République publié hier, l'état de santé du chef de l'Etat est en « amélioration positive ». Selon le communiqué, le chef de l'Etat « poursuit son traitement dans un des hôpitaux en Allemagne ». Le staff médical assure que le chef de l'Etat « poursuit son protocole de traitement » et son état de santé est en « amélioration positive ». Pour rappel, M. Abdelmadjid Tebboune a été transféré, le 28 octobre, en Allemagne pour des « examens médicaux approfondis sur recommandation du staff médical », indique un communiqué de la Présidence de la République. Le 27 octobre, le Premier ministre avait annoncé que le chef de l'Etat a été admis à l'hôpital militaire d'Ain Naadja et qu'il était « dans un état stable ». « Sur recommandation de ses médecins, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est rentré dans une unité de soins spécialisés de l'hôpital central de l'armée à Aïn Naadja à Alger. Son état de santé est stable et n'inspire aucune inquiétude », ont affirmé les services du Premier ministre. Le président de la République poursuit ses activités quotidiennes à partir de son lieu d'hospitalisation, ajoute le communiqué. La Présidence a annoncé samedi dernier que le président Tebboune a été placé en isolement pour une durée de 5 jours sur conseils du personnel médical, après la contamination de plusieurs cadres de la Présidence et du gouvernement. La présidence n'avait pas ouvertement précisé si Abdelmadjid Tebboune était infecté ou non. Ce n'est que le 03 novembre où l'on a évoqué ouvertement sa contamination au Covid-19.

Ab N.

DJILLALI SOFIANE

«La Constitution sera
de toute façon mise
en œuvre»

Le président de Jil Jadid, Djillali Sofiane, s'est exprimé sur le résultat et le taux de participation au référendum sur l'adoption de la Constitution du 1er novembre dernier, en affirmant, que les Algériens ont été influencés par le contexte dans lequel le vote s'est déroulé. Invité à s'exprimer sur le faible taux de participation au référendum, dans l'émission LSA Direct, du quotidien le soir d'Algérie, Djillali Sofiane a considéré que si les Algériens n'ont pas voté, c'est parce qu'ils « ont pris en considération le contexte » dans lequel s'est déroulé le vote et non pas « le contenu » qui, selon lui, contient « des choses qui peuvent apporter du changement sur le plan législatif ». Il a, par ailleurs, souligné que « ce référendum nous permet de tirer trois grandes conclusions ». En premier, il a considéré que, « c'est pour la première fois qu'on voit des chiffres qui correspondent au réel », ce qui est « très important pour nous » a-t-il ajouté et cela, « notamment suite aux pratiques des dirigeants lors des années précédentes ». « Ce taux révèle qu'il y a un grand malaise dans la population », et il y a « en évidence une maladie politique dans le pays, cette maladie est ancienne et elle est chronique et pas aiguë » a affirmé Djillali Sofiane.

Estimant que ce taux n'est pas « une nouveauté », car dans « les précédents scrutins, les taux réels ne sont pas loin de celui de cette fois-ci et tournent autour de 15 à 20% ». Mais « ce qui est nouveau, c'est qu'on le reconnaît officiellement » a-t-il ajouté. Troisièmement, parmi les leçons qu'il faut tirer aussi, Djillali Sofiane signale que malgré le nombre réduit des citoyens qui se sont exprimés, la Constitution va prendre effet, dès sa promulgation.

M. Sofiane considère que la Constitution sera de toute façon mise en œuvre, mais « l'enjeu le plus important restera les prochaines législatives ». Selon l'invité du LSA, « les Algériens sont dans l'obligation d'aller vers un changement », et là, ils ont le choix d'aller vers un changement avec désordre ou bien d'une manière qualitative.

R.N.

COUR D'ALGER

18 ans de prison requis
à l'encontre de Tahkout

Le Procureur général près la Cour d'Alger (chambre pénale) a requis hier des peines de 18 années de prison ferme à l'encontre de l'homme d'affaires, Mahieddine Tahkout et 12 années de prison ferme à l'encontre des Ex-Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, poursuivis pour des faits liés à la corruption.



Le représentant du parquet a également requis une amende de 8 millions de Da à l'encontre de Tahkout et 3 millions de Da pour chacun des deux accusés, Sellal et Ouyahia, avec confiscation de tous leurs biens. Le Procureur général a également requis une peine de dix (10) ans de prison à l'encontre des anciens ministres, Youcef Youf, Ammar Ghoul et Abdelghani Zaalane, ainsi qu'une peine de 6 ans de prison ferme contre l'ancien wali de Skikda, Faouzi Belhocine. Concernant la famille du principal accusé, la même juridiction a requis une peine de 8 ans de prison et une amende de 8 millions de Da à l'encontre de Tahkout Rachid, Tahkout Hamid, Tahkout Billal et Tahkout Nacer avec confiscation de tous leurs biens. Une peine de 3 ans de prison ferme a été requise à l'encontre des cadres du ministère de l'Industrie, Abdelkrim Mustapha et Terra Amine, et l'ancien directeur des domaines de la wilaya d'Alger, Saleh Boualleg. Une peine de 2 ans de prison ferme assortie d'un million de Da a été requise à l'encontre des autres accusés. Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné le principal accusé à une peine de 16 ans de prison ferme et une amende de 8.000.000 DA. Rachid, Hamid et Billal Tahkout ont été, eux, condamnés à 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA, tandis que Nacer Tahkout a été condamné à 3 ans de prison et 8 000 000 DA d'amende. Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation des matériels et l'exclusion des marchés publics pendant 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal avait condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et

Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500 000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdelham Bouchouareb, en état de fuite, écope d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2 000 000 DA. L'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Yousfi et l'ancien wali de Skikda, Faouzi Belhocine, ont été condamnés à 2 ans d'emprisonnement ferme. L'ancien ministre des Travaux publics, Ammar Ghoul, écope, lui, de 3 ans de prison ferme, tandis que l'ancien ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a été acquitté des accusations retenues contre lui. Le tribunal de Sidi M'hamed avait également ordonné le versement d'un montant de 309 milliards DA à titre de dommage et intérêt.

R.N.

COUR DE BLIDA

Ouverture du procès de l'Affaire Khalifa Bank

La Direction générale des Impôts (DGI) a annoncé hier le lancement du système d'information. Le procès de l'affaire Khalifa Bank a été ouvert, hier, au tribunal criminel près la Cour de Blida, en présence de l'accusé principal Abdelmoumène Khalifa, ex-PDG du groupe Khalifa, outre onze (11) autres accusés, dans un strict respect des mesures préventives de lutte contre la Covid-19, dont la distanciation physique et le port du masque de protection. Selon la présidente de l'audience, le procès de l'affaire Khalifa Bank a été rouvert après la réponse favorable de la Cour suprême au pourvoi

en cassation du dernier verdict prononcé en 2015. Tous les accusés dans cette affaire étaient présents à l'audience, exception faite de l'accusé Rehal Amar décédé. Il est également constaté l'absence de nombreux témoins. L'accusé principal Abdelmoumène Khalifa, actuellement en détention, au même titre que d'autres accusés non détenus, sont poursuivis pour les chefs d'inculpation de « constitution d'association de malfaiteurs », « falsification de documents officiels et usage de faux », « vol en réunion, escroquerie, abus de confiance et corruption », « falsification de documents bancaires », et « banqueroute frauduleuse ».

Les accusés sont également poursuivis pour « escroquerie » et pour « abus de confiance et abus d'influence ». Le Tribunal criminel près la Cour de Blida avait condamné Abdelmoumène Khalifa, en juin 2015, à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende de un million de DA et de la confiscation de l'ensemble de ses biens, pour « constitution d'une association de malfaiteurs », « vol en réunion et escroquerie » et « banqueroute frauduleuse ». Au total, 71 prévenus sont poursuivis dans cette affaire, après le décès de 5 de ceux qui avaient fait appel devant la Cour Suprême des verdicts prononcés

en juin 2007, alors que le nombre des témoins dépassait les 300 personnes, outre la partie civile et les victimes. Abdelmoumène Khalifa a été remis à l'Algérie par les autorités britanniques en décembre 2013 « conformément aux procédures légales et aux dispositions de la convention judiciaire » entre l'Algérie et le Royaume-Uni, suite à l'épuisement de tous les recours introduits auprès de la justice du Royaume-Uni et de la justice européenne.

A noter, l'Algérie a signé avec la Grande-Bretagne une convention d'extradition, entrée en vigueur en 2007.

R.N.

GÉRALD DARMANIN À ALGER

La lutte antiterroriste au centre des discussions

Le ministre de l'Intérieur français, Gérard Darmanin, a mis en avant hier à Alger la coopération « continue » entre l'Algérie et la France en terme notamment de lutte antiterroriste, relevant que le président français, Emmanuel Macron, restait « très attaché » à la relation entre les deux pays. « Le président de la République française est très attaché à la relation entre la France et l'Algérie, entre nos deux Etats et nos deux peuples. Je suis venu redire au ministre de l'Intérieur (algérien) la parfaite collaboration de la France sur tous les sujets qui concerneront nos deux ministères », a-t-il indiqué à la presse au terme de ses entretiens avec le ministre de

l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoudj. Le ministre français a souligné la coopération « continue » avec l'Algérie notamment en terme de sécurité, de lutte antiterroriste, ajoutant avoir évoqué les sujets de lutte contre le terrorisme, de lutte contre l'émigration clandestine et de coopération en matière de sécurité. « Nous avons évoqué les grands sujets qui concernent la grande puissance algérienne ici en Méditerranée, notamment la question libyenne, la question de l'émigration clandestine que l'Algérie subit et à laquelle nous devons répondre, car nous avons des mouvements de population tout au long

de cet espace que nous avons en partage », a-t-il dit. Pour sa part, M. Beldjoudj a indiqué avoir évoqué avec son homologue les relations bilatérales « distinguées » et les voies et moyens de les améliorer, ajoutant avoir abordé les questions sur l'émigration clandestine, les relations entre les deux secteurs notamment la protection civile, la formation professionnelle et l'échange entre les différentes structures des deux départements ministériels. « Globalement, nos visions étaient convergentes sur tous les sujets que nous avons abordés. Nous allons œuvrer à consolider nos relations davantage », a-t-il relevé.

R.N.

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN ALGÉRIE

Couvre-feu de 20h à 5h dans 29 wilayas

Les horaires de confinement partiel à domicile ont été réadaptés de 20h à 5h dans 29 wilayas pour une durée de 15 jours à compter de demain, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), annonce hier un communiqué des services du Premier ministre.



Ainsi, la liste des wilayas concernées par la mesure de confinement partiel à domicile passe de vingt (20) à vingt-neuf (29) wilayas, en raison d'une recrudescence des cas de contamination dans ces wilayas, précise la même source. La reconduction de cette mesure de confinement partiel à domicile touche 20 wilayas, à savoir Batna, Bejaïa, Biskra, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sétif, Annaba, Constantine, Médéa, M'sila, Ouargla, Oran, Bordj Bou Arreridj et Boumerdes. Les neuf

nouvelles wilayas enregistrant une recrudescence des cas de contamination sont Adrar, Guelma, Ilizi, Tindouf, Tissemsilt, El Oued, Khenchela, Tipasa et Ain Temouchent. La même source a relevé que "les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, loca-

lités ou quartiers connaissant des foyers de contamination". Il a été également décidé de la suspension de l'activité de transport urbain des personnes, public et privé, durant les week-ends sur tout le territoire national, indique la même source, ajoutant que le Gouvernement rappelle que le transport collectif des personnes inter-wilayas demeure interdit et que tout contrevenant à cette mesure subira les sanctions réglementaires prévues.

R.N

ABDERRAHMANE BENBOUZID (MINISTRE DE LA SANTÉ)

Les statistiques sur l'épidémie sont correctes

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé que "toutes les statistiques fournies à propos des victimes de la pandémie sont correctes et qu'il n'y a aucun intérêt à les manipuler", ajoutant qu'au "début de cette pandémie, il y avait des cas de décès considérés comme victimes de ce virus en raison des symptômes similaires tels la température élevée". En ce qui concerne l'acquisition du vaccin contre cette pandémie, le ministre a réaffirmé que l'Algérie avait signé un accord avec 170 pays en vue d'un "achat collectif de ce vaccin et de bénéficier des réductions sur son prix, oscillant de 3 à 38 USD". Répondant aux demandes des députés relatives à la fermeture des établissements éducatifs, le ministre a indiqué que cette décision est "souveraine", rappelant que la décision

de reprise des cours en classes répondait à l'opinion de la majorité des parents délégués.

LE SYSTÈME DE SANTÉ DOIT ÊTRE REVU

Présentant le projet du budget de son secteur dans le cadre de la loi de Finances 2021 devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Benbouzid a précisé que "le système de santé en Algérie doit aujourd'hui être revu pour parvenir à une justice sociale plus efficace et solutionner les dysfonctionnements et les erreurs", d'autant plus que "le nombre des populations a augmenté par rapport aux années précédentes, y compris les demandes sanitaires". Après avoir souligné "l'irréversibilité de la gratuité des soins", le ministre a révélé que

ses services avaient commencé "un travail de révision de ce système. Néanmoins, ce travail s'est arrêté en raison de l'orientation de tous les efforts vers la lutte contre la pandémie du Coronavirus". Il a également indiqué que "certains projets de loi dans le secteur de la santé ont été retardés, mais un travail est en cours à l'effet de booster le secteur". Par ailleurs, le ministre a révélé que le total des affectations budgétaires du secteur de la santé pour l'exercice 2021 s'est élevée à 527 961 509 000 Da, soit une hausse de "2,42 % par rapport au budget de l'exercice 2020. Les dépenses allouées au personnel des établissements de santé au titre de la loi de finances 2021 se sont élevées à 34 856 364 500 Da", détaille le ministre qui ajoute qu'un "montant de 105 658 151 000 Da a été affecté comme dépenses de gestion des établissements de santé". Après la mise en service de nouveaux

établissements de santé, il a été procédé, au titre de l'année 2021, poursuit le ministre, à l'ouverture de "nouveaux postes, à savoir, 1800 praticiens spécialistes, 600 médecins généralistes, 9150 paramédicaux et 500 agents administratifs", ainsi que 100 psychologues, 100 biologistes, 1400 agents contractuels, outre "12 000 postes dans le cadre de l'insertion des diplômés universitaires. De plus, les dépenses dédiées à la prévention ont été maintenues et sont de l'ordre de 10 096 130 000 Da", a-t-il ajouté. Le budget d'équipement pour le même exercice, a connu "une diminution considérable", indique le ministre qui explique la raison par, entre autres, "la priorité accordée à l'achèvement des projets en cours" et "la suspension de l'inscription de nouveaux programmes sauf en cas de nécessité".

R.N

PR KAMEL DJENOUHAT (EPH ROUIBA)

Les services de réanimation des hôpitaux sont saturés

La récente recrudescence des cas de Covid-19 après la stabilisation observée au mois de septembre est due au relâchement de nombreux citoyens qui ne respectent pas les mesures barrières, selon des spécialistes. Pour le chef de service à l'Établissement public hospitalier (EPH) de Rouiba, Pr Kamel Djénouhat, le relâchement des citoyens, qui ne respectent plus les mesures barrières contre le coronavirus, est à l'origine de la recrudescence des cas ces derniers jours. Dans une déclaration à l'APS, le spécialiste a pointé la défaillance de la stratégie de communication du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus qui a rassuré les citoyens lorsqu'il y avait 330 cas de contamination. C'était une "erreur" qui a amené certaines franges de la société à prendre l'épidémie à la légère et à délaisser les gestes barrières qui restent nécessaires pour enrayer sa propagation, a-t-il affirmé. Selon le Pr. Djénouhat, la recrudescence des cas est également due à la transigeance à faire respecter les mesures barrières sans les accompagner de sanctions

comme lors de l'apparition du virus, mettant en garde contre une deuxième vague de l'épidémie avec l'arrivée du froid. La plupart des services de réanimation des hôpitaux du pays sont actuellement saturés, a averti le président de la Société algérienne d'immunologie, prévenant que si en plus le virus de la grippe saisonnière commence à circuler, ça ne sera pas évident pour le système de santé et il sera difficile pour les pouvoirs publics de garder la situation sous contrôle. Le Pr. Madjid Bessaha, chef de service de médecine légale à l'EHU de Beni Messous (Alger), a, lui aussi, tiré la sonnette d'alarme sur la situation "catastrophique" au niveau des services des urgences dédiés à la prise en charge des cas de Covid-19, appelant à revoir l'organisation et la gestion actuelles pour lutter contre cette épidémie. Il a préconisé, dans ce cadre, la mise en place d'une organisation pour trier les patients Covid qui se rendent aux services des urgences, en assurant les compétences médicales nécessaires pour prendre en charge la situation sanitaire dans ces services, notamment durant la nuit

où les médecins de garde assurent seuls sans l'aide des autres services, a-t-il dit. En une seule nuit, le service a reçu quelque 150 malades suspects de Covid-19, une situation que les médecins de garde ont eu du mal à gérer, n'ayant pu hospitaliser que trois malades seulement pour manque de lits", a-t-il indiqué. Se référant aux tests PCR, le Comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus a relevé une augmentation des cas lors des fêtes de famille, pour non-respect des règles préventives". Pour le chef de service épidémiologie à l'EHU Frantz-Fanon de Blida, Abderrezak Bouamra, la situation actuelle est "inquiétante" vu le nombre de malades qui affluent quotidiennement vers les hôpitaux et dont les résultats du test PCR sont positifs. En août dernier, les experts avaient tiré la sonnette d'alarme sur une éventuelle recrudescence des cas en octobre, mois qui coïncide avec l'apparition de la grippe saisonnière. Concernant la prise en charge des malades à l'EHU Blida, Pr Bouamra a fait état de l'ouverture, samedi, du

centre de greffe rénale pour élargir la prise en charge des malades, de même pour les services de cardiologie, d'orthopédie, de traumatologie et de neurologie qui ont enregistré un taux élevé d'hospitalisation. Lors d'une conférence de presse animée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière animée jeudi dernier, le Directeur général des structures de santé, Lyes Rahal, a annoncé que les établissements hospitaliers avaient été dotés de 16 000 lits supplémentaires pour améliorer la prise en charge des malades, face à la situation pandémique actuelle et en prévision d'une augmentation du nombre de cas. Pour sa part, le Directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Fawzi Derrar, a annoncé l'acquisition, cette semaine, d'un matériel pour le test PCR avec une capacité de 1500 à 2000 tests/jour, ce qui permettra aux laboratoires et hôpitaux de répondre au nombre de cas et d'obtenir les résultats des tests en temps réel.

R.N

Brèves

UNIVERSITÉ ET FORMATION PROFESSIONNELLE

La rentrée reportée

Par ailleurs, le gouvernement a décidé de reporter la rentrée universitaire et de la formation professionnelle, jusqu'au 15 décembre, c'est ce que indique hier un communiqué du Premier ministre. Le Premier ministre a appelé les inspecteurs de l'éducation à tous les niveaux à adopter une surveillance continue et stricte, afin d'enquêter sur le respect du protocole sanitaire applicable et des mesures réglementaires prises par les autorités publiques. Le dispositif sera renforcé par des visites d'équipes de santé qui assureront le suivi et la santé des élèves, en plus des enseignants et du personnel administratif au niveau de tous les établissements d'enseignement, précise le même communiqué.

R.N

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

670 nouveaux cas, 254 guérisons et 12 décès

Six cent soixante-dix (670) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 254 guérisons et 12 décès ont été enregistrés en Algérie, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 62 051 dont 670 nouveaux cas, soit 1,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2 048 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 42 037, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 9 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 17 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 22 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 63 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également souligné.

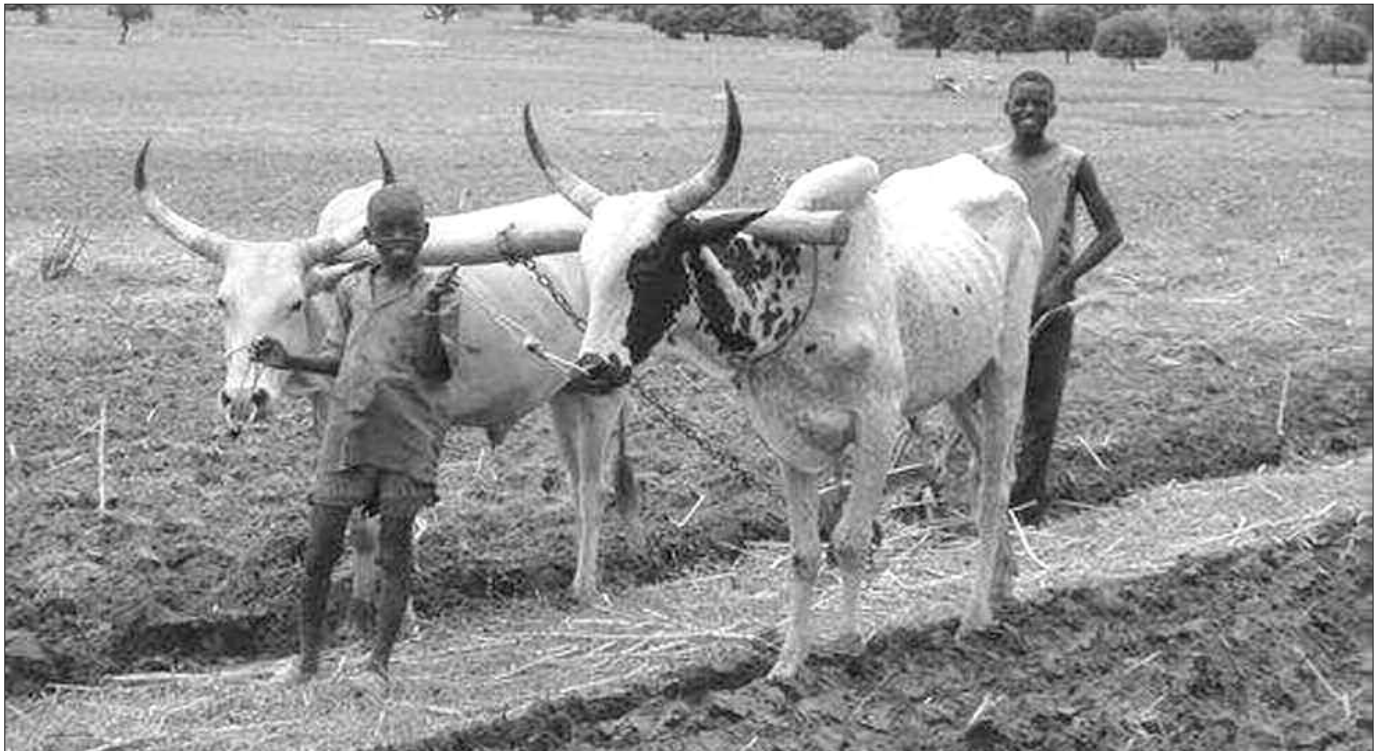
Le même responsable a fait savoir que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

R.N

AFRICULTURE

Vers la création d'une banque dédiée au financement

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural examine une nouvelle stratégie pour réviser le système de financement des agriculteurs basée sur la création d'une nouvelle banque dédiée à cette catégorie, a indiqué samedi à Alger le ministre du secteur, Abdelhamid Hemdani.



Le ministre, qui intervenait devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée au débat du projet de loi de finances (PLF 2021) a déclaré que son département ministériel présenterait avant la fin de l'année en cours le dossier du financement des agriculteurs, qui comprend la création du "Crédit de coopération agricole".

Des experts travaillent actuellement sur le projet de cette banque sectorielle qui devra réformer le système de financement des agriculteurs, car il est "impossible de continuer à travailler avec ce système", a-t-il ajouté. Le financement des agriculteurs est l'un des trois dossiers retenus par

M. Hemdani comme priorité sectorielle à présenter dans les prochains mois, en sus de la révision du système d'assurance agricole et d'amélioration des conditions sociales des agriculteurs, notamment en leur permettant de bénéficier d'une assurance sociale et d'une retraite. M. Hemdani a également fait état de l'élaboration de trois projets de loi pour l'année prochaine, à savoir : la loi sur les forêts qui visera à "transformer ces espaces en un secteur économique vital et productif", la loi portant orientation agricole et la loi, qui sera présentée pour la première fois, relative aux zones pastorales. D'autre part, le ministre a évoqué l'importance de la création de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en régions sahariennes qui servirait de guichet unique au service des investisseurs agricoles et permettra d'éliminer la lenteur des procédures administratives. Répondant à une question relative à l'alimentation en électricité des exploitations agricoles, le ministre a affirmé qu'une

convention avait été récemment signée avec le ministère de l'Énergie sous la supervision du Premier ministre, permettant à Sonelgaz d'entamer le raccordement en électricité dès la réception de la demande sans aucune avance et en reportant le paiement des frais jusqu'au démarrage du projet. Concernant les importations de poudre de lait, il a relevé que la nouvelle feuille de route du secteur approuvée par le Conseil des ministres le 26 juillet dernier, comprend plusieurs mesures pour réduire la facture d'importation dans ce domaine, dont l'utilisation partielle de lait frais produit localement. A ce propos, il a expliqué que l'intégration d'une quantité de 200 000 litres par jour de lait de vache frais dans la production de lait en sachets permettra d'économiser un montant de 40 millions de dollars par an de la facture d'importation de poudre de lait. Le ministère a élaboré un plan visant à augmenter progressivement les parts du lait frais utilisées comme matière première dans la production chaque année, en vue de réduire considérablement la proportion de poudre importée. Concernant le problème des prix élevés récemment des aliments de bétail, M. Hemdani a assuré que l'Etat avait pris les mesures nécessaires, dont les résultats avaient commencé à être ressentis sur le terrain à partir de la semaine dernière. Ces mesures englobent l'importation de quantités d'orge et la fourniture d'aliments composés, qui sont principalement produits à partir de maïs à des "prix étudiés" par l'Office national des aliments de bétail (ONAB). Le problème de manque d'aliments de bétail est dû à la pénurie de stocks d'orge au niveau de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic)

qui n'ont pas dépassé cette année 300 000 quintaux contre 3,5 millions de quintaux les années précédentes, ce qui ne reflète pas le niveau réel de production d'orge en Algérie. Cela remet en question la véritable destination de l'orge produite localement à un moment où les agriculteurs de cette filière bénéficient des prix subventionnés en ce qui concerne les engrais et les semences, a indiqué le ministre qui a annoncé, à cet égard, qu'il avait instruit l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) d'empêcher les producteurs d'orge de bénéficier des prix subventionnés pour les intrants sans un accord préalable pour la récupération d'un pourcentage de leur production. Préparer un système "ternaire" à même de réguler la relation entre éleveurs, abattoirs et instances de soutien.

Dans le même contexte, M. Hemdani a fait savoir que le ministère de l'Agriculture étudiait actuellement, en consultation avec les associations interprofessionnelles représentant les éleveurs, un "système contractuel ternaire" comptant les éleveurs, les abattoirs et l'Office national des aliments du bétail. En vertu de ce nouveau système, l'éleveur pourra recevoir ses redevances dès la livraison de la viande à des prix raisonnables au niveau de l'abattoir, ce qui lui permettra également de recevoir le fourrage. Cela permettra aussi de réguler les transactions entre les trois parties, de contrôler la qualité et les quantités et d'éviter toute forme de manipulation et de spéculation, avec possibilité d'exportation, a-t-il affirmé. Lors de la séance présidée par Hamid Abdat, vice-président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, les députés ont souligné la né-

cessité de faciliter les investissements dans le domaine agricole car étant "le seul secteur à même de se substituer aux revenus pétroliers". Cela se traduit particulièrement à travers le règlement du problème de raccordement à l'électricité, l'ouverture des voies rurales et la résolution de l'augmentation des coûts de production qui ne cessent de peser lourdement sur "les agriculteurs", outre la contribution à l'organisation de la commercialisation de leurs produits. Dans le même contexte, les députés ont appelé à accélérer la régularisation du foncier agricole, mettre un terme à la bureaucratie et chercher de meilleurs mécanismes de financement des activités agricoles.

Dans son allocution liminaire, le vice-président de la commission des finances et du budget a souligné l'importance de prôner une vision claire et cohérente et de mettre en place une stratégie nationale sur la base d'une approche participative associant toutes les parties concernées (agriculteurs, autorités locales, etc.). Les cadres et les compétences des instituts techniques sont tenus de développer les filières agricoles, d'augmenter les capacités de stockage et de réaliser leurs structures. L'Etat, quant à lui, doit mettre en place des mécanismes pour réguler le marché et lutter contre la spéculation, a-t-il dit. Il a appelé à inscrire l'investissement agricole dans la perspective du "développement durable" et à encourager l'investisseur local par la suppression des obstacles auxquels il se heurte pour développer la production locale grâce à la biodiversité de l'Algérie, soulignant la nécessité d'observer les normes internationales pour pouvoir accéder aux marchés internationaux.

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA lance l'activité dans sept nouvelles agences

La Banque nationale d'Algérie (BNA) vient de lancer l'activité de la Finance islamique au niveau de sept (7) nouvelles agences pour atteindre un total de cinquante-neuf (59) agences réparties sur quarante-quatre (44) wilayas commercialisant les produits de la finance islamique, a annoncé hier la BNA dans un communiqué.



Il s'agit de l'agence Touggourt "941" dans la wilaya de Ouargla, de l'agence "482" dans la wilaya de Annaba, de l'agence "743" dans la wilaya de Skikda, de l'agence "624" des Pins Maritimes dans la wilaya d'Alger, des agences Tipaza "438" et Cherchell "427" dans la wilaya de Tipaza et de l'agence "704" dans la wilaya de Sétif, a précisé la même source. La BNA a rappelé, dans le même sillage, que l'offre de lancement propose à tous les segments de la clientèle (particuliers, professionnels ou des entreprises),

neuf (09) produits conformes aux préceptes de la Charia Islamique. "Ces produits sont répartis en deux grandes catégories qui sont les produits d'épargne et de placement de fonds, le compte chèque islamique, le compte courant islamique, le compte épargne islamique, le compte épargne islamique (Jeunes) et le compte d'investissement islamique non restreint", a expliqué la BNA. Pour les produits de financement, la BNA a cité " Mourabaha immobilier, Mourabaha équipement, Moura-

baha automobile et Ijara" ajoutant que les détails desdits produits ainsi que les simulateurs Mourabaha et Ijara sont disponibles sur le portail web dédié à la finance islamique au : www.financeislamique.bna.dz. "Toute information concernant l'activité et les agences commercialisant les produits, qui lui sont liés, sont disponibles sur les pages officielles des réseaux sociaux de la Banque", a tenu à préciser la même source.

R.E

GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI

Les Assemblées annuelles reportées à 2022

Les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI qui devaient se dérouler à Marrakech en octobre 2021 seront reportées de 12 mois, jusqu'en 2022, en raison de la pandémie de COVID-19. Les Assemblées annuelles se tiennent généralement deux années de suite aux sièges du Groupe de la Banque mondiale et du FMI à Washington, puis dans un autre pays membre la troisième année. Les Assemblées annuelles rassemblent des gouverneurs de banques centrales, des ministres des Finances et du Développement, des cadres du secteur privé, des représentants de la société civile, des médias ainsi que des universitaires pour débattre de questions d'intérêt général telles que les perspectives économiques mondiales, la stabilité financière dans le monde, la lutte contre la pauvreté, la croissance économique inclusive et la création d'emplois, et le changement climatique, entre autres.

Source WBANK

CRAIGNANT L'ÈRE BIDEN

L'Opep risque de regretter son "ami" Trump

Les principaux membres de l'Opep craignent que des tensions dans l'alliance "Opep+" ne réapparaissent avec l'accession de Joe Biden à la présidence des Etats-Unis et pensent que Donald Trump leur manquera, ont déclaré des sources proches du cartel. Alors que le président sortant était passé d'une critique de l'Opep à un soutien de sa réduction de production, Joe Biden pourrait modifier les relations diplomatiques américaines avec trois membres de l'organisation, à savoir l'Arabie saoudite, son leader de facto ; les pays sanctionnés, l'Iran et le Venezuela; et la Russie, leader des producteurs de pétrole alliés à l'Opep connus sous le nom d'"Opep+". L'application stricte des sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela a empêché le négoce de millions de barils par jour et, si Joe Biden devait assouplir les mesures dans les années à venir, une augmentation de la production rendrait plus difficile pour l'Opep d'équilibrer l'offre et la demande de pétrole. Joe Biden a déclaré qu'il préférerait la diplomatie multilatérale aux sanctions unilatérales que Donald Trump a de nouveau imposées, bien que cela ne signifie pas nécessairement un assouplissement à court terme. Durant sa campagne, il a déclaré qu'il reviendrait à l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien si Téhéran se conformait de nouveau au pacte. Donald Trump a retiré les Etats-Unis de l'accord en 2018, rétablissant des sanctions réduisant les exportations de pétrole de l'Iran. Certains membres de l'Opep craignent qu'un retour des volumes iraniens ne s'ajoute à une offre excédentaire sans réduction ailleurs et s'inqui-

tent du maintien de la participation de Moscou à l'Opep+. "Les sanctions contre l'Iran peuvent être réévaluées et ensuite l'Iran sera de retour sur le marché, donc encore une fois il y aurait une offre excédentaire et l'accord de réduction actuel serait en danger", a déclaré une source de l'Opep avant que le résultat de l'élection présidentielle aux Etats-Unis ne soit connu. "Il y a le risque que la Russie quitte également l'accord Opep +, ce qui signifie un effondrement de l'accord, car c'est Trump qui a amené Moscou à bord", a-t-elle ajouté.

MENACE MONDIALE

Joe Biden a désigné la Russie comme la menace mondiale la plus grave pour Washington. Au cours de sa campagne, il s'est également engagé à réévaluer ses liens avec l'Arabie saoudite. Donald Trump a été impliqué en avril dans les pourparlers ayant conduit à un accord dans lequel l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et l'Arabie saoudite ont travaillé avec des producteurs alliés dirigés par la Russie pour convenir d'une réduction record de l'offre de pétrole, alors que l'épidémie de coronavirus se traduisait par un effondrement de la demande. Trump est notamment intervenu pour faire pression sur l'Arabie saoudite et la Russie afin de mettre fin à un différend qui avait déclenché une guerre des prix et avait conduit les deux pays à envisager d'augmenter leur production au moment même où la pandémie entraînait des restrictions sur les voyages - et par conséquent sur

la demande de carburant. Le résultat a été un accord mondial sans précédent pour réduire l'approvisionnement en pétrole d'environ 20 millions de barils par jour, soit environ 20%. À elle seule, l'Opep+ a accepté une réduction de 9,7 millions de barils par jour. Pour Trump, l'objectif était d'augmenter les prix mondiaux du pétrole et d'éviter ainsi des faillites et des centaines de milliers de pertes d'emplois dans l'industrie énergétique américaine à l'approche de l'élection présidentielle. Le président sortant des Etats-Unis a, en outre, été un partisan de l'industrie pétrolière et gazière, faisant reculer les réglementations environnementales et rejetant les conclusions scientifiques dominantes sur la façon dont les émissions provoquent le réchauffement climatique. Plus tôt dans sa présidence, il avait critiqué l'Opep pour avoir demandé des prix plus élevés et exhorté ses membres à pomper davantage. La législation américaine anti-Opep - introduite pour la première fois il y a des années - n'est cependant pas devenue une loi sous sa présidence. "Trump est maintenant notre ami - après le demi-tour historique", a déclaré une source de haut niveau de l'Opep sous couvert d'anonymat.

DES ALLIANCES DE PLUSIEURS DÉCENNIES

L'alliance Opep+ soutient les prix du pétrole depuis 2017 et tout développement qui menace l'avenir de l'alliance pourrait affaiblir le marché, avec des implications importantes pour le cartel et d'autres producteurs, gouvernements et né-

gociants. Donald Trump s'est engagé plus activement avec l'Opep que ses prédécesseurs, utilisant souvent Twitter pour commenter les décisions de production et les fluctuations des prix du pétrole, alors que Joe Biden est considéré comme étant plus susceptible de maintenir l'entente à distance. "Mon avis est que Biden s'appuierait davantage sur les conseils professionnels de ses conseillers et ne ferait pas de microgestion comme le fait aujourd'hui Trump", a déclaré Chakib Khellil, ministre algérien du Pétrole depuis une décennie et ancien président de l'Opep. "Biden n'aurait pas la relation chaleureuse avec Poutine que Trump semble avoir", a ajouté Khellil. Pourtant, malgré les commentaires de l'équipe de campagne de Biden sur les relations américano-saoudiennes, une remise à plat totale de celles-ci semble improbable. Des sources régionales du Golfe et des diplomates ont ainsi déclaré à Reuters qu'une victoire de Biden ne bouleverserait pas des alliances de plusieurs décennies. Une source au fait des réflexions du secteur pétrolier iranien a en outre salué la victoire de Biden, tout en déclarant douter que les sanctions soient levées rapidement. "Même si les sanctions de l'Iran sont levées, il faudra deux à quatre mois pour que les exportations de pétrole de l'Iran reviennent aux niveaux d'avant les sanctions en raison de problèmes techniques", selon cette source. "Par conséquent, l'Opep+ a suffisamment de temps pour décider d'un nouveau plafond de production."

R.E



EL CHATT (EL TARF)

Remise des clés de 300 logements publics locatifs à leurs bénéficiaires

Trois-cents (300) logements publics locatifs (LPL) réalisés à la cité Bouhdeb dans la commune d'El Chatt (El Tarf) ont été attribués à leurs bénéficiaires, a-t-on appris samedi du directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Souab Abdenasser.

Une cérémonie de remise des clés a été organisée jeudi dernier au niveau du site concerné, dans le strict respect des mesures de prévention et de lutte contre la pandémie liée au coronavirus.

Il s'agit d'un nouveau quota qui vient s'ajouter au 100 logements du même type attribués récemment dans cette commune où il est, par ailleurs, prévu, a souligné M Souab la distri-

bution, dans une quinzaine de jours, de 200 autres unités et ce, dès l'achèvement des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) et autres aménagements nécessaires.

Les 80 logements restants seront, quant à eux, remis à leurs bénéficiaires dans le mois qui suivra, a-t-il ajouté.

Le programme d'habitat en cours au niveau de la wilaya d'El Tarf porte, a signalé le directeur de l'OPGI de la wilaya d'El Tarf, sur la construction d'un total de 12.000 logements de différents segments, dont la distribution "se fera progressivement", le reste étant "tributaire" de l'achèvement de l'ensemble des travaux nécessaires (VRD, aménagements extérieurs).

Cinq mille (5.000) logements concernant le même programme ont été notifiés aux commissions d'attribution de logement au niveau des dairas, plus de 3.000 autres poursuivent leurs travaux à un taux d'avancement dépassant les 60%, alors que pour les 4.000 autres logements le taux des travaux est de moins de 60 %, a-t-il détaillé.

Tout en rappelant les efforts fournis par l'Etat dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des postulants, Souab Abdenasser a indiqué que les logements sociaux attribués sont dotés de l'ensemble des commodités requises à même de permettre à leurs bénéficiaires de disposer d'un toit à la mesure de leurs attentes.

SAÏDA (ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE)

Réactivation de la cellule d'observation et de suivi

Une décision a été prise pour réactiver, à partir de samedi, la cellule de la wilaya de Saïda chargée d'observation et de suivi de l'évolution de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Cette décision a été prise par le wali, Saïd Sayoud, jeudi dernier lors d'une réunion portant sur l'examen de la situation épidémiologique dans la wilaya et les mesures de protection à prendre face à la propagation de la pandémie du coronavirus, a-t-on indiqué. Lors de cette rencontre, il a été décidé d'élargir les missions de cette cellule de wilaya en intégrant deux représentants du matériel et de la sécurité et les instances administratives ayant un lien avec l'observation de la propagation du virus, à l'instar des directions de la santé et de la population, du commerce, de l'éducation et de la protection civile, a-t-on fait savoir. Selon la même source, la réactivation de cette cellule intervient suite à une série de mesures prises par le wali, dont l'objectif est de se prémunir contre la propagation du virus, notamment dans les lieux publics. Les mesures annoncées par la commission de suivi de l'application du protocole sanitaire à travers les établissements éducatifs, de formation et hospitaliers, par tous les moyens matériels et humains, seront accompagnées de sensibilisation sur la prévention contre la pandémie, ont indiqué les services de la wilaya.

TIZI-OUZOU

Nouvelles campagnes de désinfection et de sensibilisation

De nouvelles campagnes de désinfection des lieux publics et de sensibilisation des citoyens sur l'importance du respect des gestes barrières contre la pandémie de la Covid-19 seront lancées prochainement à Tizi-Ouzou, indique samedi un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. Ces campagnes visent à faire face à la "recrudescence inquiétante" des cas de contamination au coronavirus dans la wilaya, précise le texte. Face à cette situation, le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djama, qui a présidé jeudi dernier une réunion de l'exécutif sur la situation épidémiologique dans la wilaya, a ordonné la "réactivation du plan d'urgence, qui a permis à la wilaya de maîtriser la situation", a-t-on ajouté, sans donner de chiffres concernant la situation épidémiologique locale. Au titre de plan d'urgence, qui entrera en vigueur à compter de cette semaine, des campagnes de désinfection des lieux publics, structures de santé, établissements scolaires, mosquées, seront menées en coordination avec les comités de villages et de quartiers, à travers l'ensemble des daïras et des communes, selon le document. Une vaste campagne de sensibilisation sera également menée à travers différents supports de communication, dont les médias, les réseaux sociaux et des sorties sur le terrain. S'agissant du relâchement dans le respect des gestes barrières (port de masque, distanciation, désinfection régulière des mains) observé chez certains citoyens, le wali n'a pas exclu le recours à des mesures dissuasives. Lors de la réunion de l'exécutif, il a été en outre décidé d'acquiescer sur le budget de wilaya des fournitures médicales au profit des établissements de santé, afin de faciliter le travail aux équipes médicales qui font face cette pandémie, a-t-on ajouté.

ADRAR

Des projets retenus pour les communes d'Aoulef

La daïra d'Aoulef, située dans le territoire de Tidikelt (250 km Est d'Adrar), s'est vu accorder une série de projets de développement, tous secteurs confondus, retenus pour ses quatre communes et zones d'ombre, susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population locale, a-t-on appris des responsables de la wilaya d'Adrar.

La commune de Tit, a ainsi bénéficié, au titre du plan communal de développement (PCD-2020), de projets d'extension et de rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), d'assainissement, transfert de l'exutoire hors tissus urbains, en plus du parachèvement du projet de lutte contre la remontée des eaux par la réalisation d'un nouveau réseau d'assainissement. L'aménagement d'une salle de soins, la rénovation du réseau d'éclairage public, ainsi que le raccordement de plus de 260 foyers au réseau de gaz naturel, font partie des opérations de développement retenues pour cette collectivité.

Cette dynamique de développement s'est renforcée dans la commune d'Akebli par le lancement d'un projet de réalisation d'une route reliant, sur 35 km, cette commune au chef lieu de la daïra, tant attendue par la population locale, car épargnant aux malades et scolarisés l'utilisation de l'ancien tronçon dégradé.

À ce titre, le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, lors de sa dernière sortie d'inspection, dans la région, a mis l'accent sur le nécessaire respect de la qualité conformément aux normes techniques adoptées, la réalisation aux abords de ce tronçon des bandes vertes pour protéger l'axe du phénomène d'ensablement envahissant cette commune.

D'autres opérations de développement ont été retenues à cette collectivité portant notamment rénovation et extension des réseaux d'AEP, d'assainissement et d'éclairage public, en plus de l'aménagement de salles de soins à travers bon nombre de vieux Ksour et zones d'ombre, la réalisation de deux salles de cours à l'école primaire du vieux Ksar Sahel, l'étude



et la réalisation du nouveau siège de l'assemblée populaire (APC) de cette commune.

S'agissant de l'alimentation en gaz naturel, la commune a enregistré le raccordement de 590 foyers au réseau de gaz, en sus de 180 autres foyers raccordés au réseau d'électrification ainsi que deux (2) périmètres, totalisant 510 ha, au réseau d'électrification agricole.

La commune d'Aoulef s'est, de son côté, renforcée, au titre du plan communal de développement (PCD), de neuf (9) opérations consistant notamment en la rénovation et l'extension des réseaux d'AEP et d'assainissement au niveau de certains vieux Ksour, la réhabilitation de la route traversant, à l'intérieur du tissu urbain, le tracé souterrain de la foggara "Bendraou", ainsi que l'aménagement et le revêtement en pelouse synthétique des aires de jeux.

La réalisation d'un nouveau siège pour l'APC, l'équipement d'une annexe administrative, d'un bureau postal au vieux Ksar Tagraft, la réalisation d'un marché à bestiaux,

font également partie des opérations retenues pour la commune d'Aoulef.

On relève également le lancement dernièrement des projets, inscrits au titre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), portant réalisation des axes routiers, l'aménagement urbain des vieux Ksour de la commune, raccordement de l'annexe administrative du vieux Ksar de Zaouiyet Hainoune au réseau de fibres optiques par souci d'améliorer le service public.

Ceci, en plus d'autres projets de réalisation d'un stade polyvalent, d'un parcours d'athlétisme, la viabilisation et revêtement en tartan du terrain du stade communal de football, retenus pour le secteur de la jeunesse et des sports.

La commune d'Aoulef a, pour sa part, bénéficié d'un projet spécial pour le développement des zones d'ombre consistant en le raccordement de 3.500 foyers au réseau de gaz naturel, en sus de l'inscription d'une opération d'alimentation en énergie électrique de 60 foyers lo-

calisés au niveau de huit (8) vieux Ksour, ainsi que le raccordement de trois (3) périmètres agricoles, vastes de 514 ha, au réseau d'électrification agricole.

Pour la commune de Timegtane, elle a bénéficié elle, des projets de réalisation de quatre salles de cours à l'école primaire sise au quartier "AbouNoouaré, l'alimentation du vieux Ksar Zaouiyet Moulay Hiba en gaz naturel, le lancement d'une tranche du projet de désenclavement, sur une distance de 36 km, des zones d'ombre des deux vieux Ksour Matariaouane et Ain-Belbel, et l'aménagement des salles de soins y existantes. Toutes ces opérations s'assignent comme objectifs l'amélioration des conditions de vie des populations locales de ce territoire aux importantes potentialités économiques prometteuses, agricoles, industrielles et touristiques, et constituant un point de transit névralgique à destination de la wilaya déléguée d'In-Salah, wilaya de Tamanrasset, ont indiqué les responsables de la wilaya d'Adrar.

TLEMENEN

Nouvelles spécialités dans la formation aux métiers de la pêche

Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Tlemcen envisage d'intégrer prochainement de nouvelles spécialités relatives aux métiers de la pêche et de l'aquaculture, afin de répondre aux besoins exprimés en main d'œuvre qualifiée, a indiqué une responsable de la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques.

Suite à une série de réunions ayant regroupé des cadres des secteurs de la formation professionnelle de la wilaya de Tlemcen et ceux de l'École de formation technique de pêche et d'aquaculture de Ghazaouet, pour identifier les besoins de la formation non prises en charge par l'école, de nouvelles spécialités de formation en apprentissage ont été proposées, a indiqué Kara Leila.

Il s'agit notamment des spécialités de mécanique des moteurs, de tourneurs, d'hydrauliciens, d'électriciens, d'installation du froid à bord des navires, de charpente, de peinture de bateaux, de menuiserie maritime, de cuisiniers et de pompistes en diesel, a-t-elle précisé. Les cadres des dispositifs d'aide à l'emploi à l'instar de la CNAC et de l'ANGEM présents à ces réunions ont proposé d'intégrer ces nouvelles spécialités dans la nomenclature existante au sein de leur système d'exploitation, a-t-elle fait savoir.

Ces nouveautés dans le système de formation dans le secteur de la pêche font suite à la signature d'une convention-cadre entre le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels et celui de la Pêche et des Ressources halieutiques dans le but de répondre

à tous les besoins exprimés dans le domaine de la pêche.

Elles contribueront dans la qualification de la main d'œuvre en vue de réaliser le développement économique dans le secteur de la pêche considéré à juste titre comme promoteur et générateur de postes d'emploi et d'insertion sociale, a-t-elle souligné.

La mise en œuvre de cette convention-cadre vise principalement, à assurer une meilleure couverture des besoins en formation diplômante et qualifiante, et une cohérence de l'appareil de formation dans les métiers liés à la pêche et l'aquaculture, a-t-elle ajouté.

Les recommandations émises par les participants lors de ces réunions seront transmises à la tutelle pour approbation, selon la même source.

MOSTAGANEM

Légère hausse de la production agricole l'an dernier

La wilaya de Mostaganem a enregistré l'année dernière une légère hausse de la production agricole végétale et animale, estimée à 1 pour cent, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Plus de 15,293 millions de quintaux (qx) de diverses variétés maraîchères, de viandes blanche et rouge, de miel et de laine ont été produits, en plus de 103 millions de litres de lait et 242 millions d'œufs, a détaillé la DSA.

La contribution de la wilaya de Mostaganem à la production agricole nationale a atteint lors de cette période 3,6 %, soit l'équivalent de 125,8 milliards DA, ce qui lui vaut la cinquième place au niveau national en termes de production agricole et à la 32e place en termes de taux de croissance, a-t-on indiqué.

La production de Mostaganem est constituée de 11,45 millions qx de légumes (3e place au niveau national), dont 5,245 millions qx de pomme de terre (3e au niveau national) et 1,333 million qx d'agrumes (3e au niveau national) et l'arboriculture fruitière à 732.000 qx (9e place) et la viticulture avec 247.000 qx (5e au niveau national).

La production céréalière a atteint au cours de la même période 700



000 qx, les fourrages 713 000 qx, les olives 212 000 qx, les tomates industrielles 105.000 qx et les légumes secs 37 000 qx. En ce qui concerne la production animale, la wilaya de Mostaganem a enregistré, à l'année écoulée plus de 155 000 qx de viandes rouge et blanche, 3.370 qx de laine et 1.420 qx de miel, a-t-on fait savoir. La wilaya de Mostaganem compte augmenter sa production de 20

millions de litres de lait par an après l'entrée en exploitation de nouveaux investissements agricoles dans le bassin de Hassiane (33 projets), qui devront accueillir 4.000 vaches laitières et créer 2.800 nouveaux emplois.

Elle mise également sur l'augmentation des surfaces agricoles irriguées de 40.000 ha actuellement à plus de 60.000 ha après la réception du périmètre agricole irrigué

de la plaine de Mostaganem et du bassin laitier de la commune de Hassiane, qui a nécessité une enveloppe financière dépassant 7,5 milliards DA.

Pour rappel, le secteur agricole dans la wilaya de Mostaganem fournit plus de 80.000 emplois permanents et 7.500 emplois saisonniers qui exploitent 132.000 ha de terres agricoles sur un total de 144.000 ha.

BISKRA (COMMÉMORATION)

Le parcours militant de Ziane Achour, "source d'inspiration pour les générations"

Le parcours militant de Ziane Achour constituée "une source d'inspiration des valeurs de nationalisme et de patriotisme pour les générations", ont considéré samedi les participants aux activités commémoratives du 64ème anniversaire de la mort de cet héros tenue au village El Beyadh dans la commune de Besbès (180 km à l'Ouest de Biskra). Le militantisme de cet héros à l'intérieur et l'extérieur du pays avant et durant la glorieuse révolution libératrice jusqu'à sa mort au champ d'honneur "doit inspirer les jeunes d'aujourd'hui", a considéré le président de l'Association ter novembre 1954, le moudjahid, Bachir Zagher. Il a également rappelé que Mostefa Benboulaïd

disait à propos d'Achour Ziane qui avait pris en charge l'organisation de la révolution dans les régions du Sahara "c'est l'homme sur lequel l'on compte dans le Sahara".

Ce moudjahid a ajouté que Ziane surnommé "le lion du Sahara" sillonnait courageusement le Sahara pour le recrutement de moudjahidine et avait réussi à former une armée forte composée des moudjahidine de diverses régions tout en assurant l'armement et l'approvisionnement jusqu'à sa mort au champ d'honneur dans la bataille Oued Khelfoun le 7 novembre 1956 près du mont Thameur de Boussaâda.

De son côté, le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Ali Allia, a affirmé que le nom de Ziane Achour

reste à tous jamais attaché à l'histoire du militantisme dans la région.

Ziane Achour qui jouissait du respect des chefs de la révolution et des notables de la région avait réussi à recruter près de 1.200 combattants ayant composé l'armée qu'il dirigeait, a souligné de son côté Driss Ghacha, président de l'Association "jeunesse intellectuelle d'Ouled Djellal". La commémoration qui s'est déroulée en présence des autorités locales, de représentants de la famille révolutionnaire et de jeunes a donné lieu à l'entonnement de l'hymne national et la lecture de la Fatiha à la mémoire des chouhada ainsi qu'à la visite de la stèle commémorative érigée en hommage au chahid Ziane Achour au village El Beyadh.

TAMANRASSET

Vaste opération de nettoyage à travers les quartiers de la ville

Une campagne d'envergure de nettoyage a été initiée samedi à travers les différents quartiers et cités de la ville de Tamanrasset à l'initiative des services de la wilaya. Menée par les acteurs de la société civile, avec le concours des secteurs de l'environnement (DE), des travaux publics (DTP) et les services du centre d'enfouissement technique (CET), cette vaste campagne a ciblé douze (12) cités de la ville de Tamanrasset à l'instar, des quartiers, Sorro, Gaâa-El-Oued, Tahaggart, In-kouf, Tafsit, et autres points noirs altérant le paysage de la ville. Pour mener à bien ces actions de nettoyage, il est relevé la mobilisation des moyens et équipements nécessaires, camions, bennes-tasseuses, et autres moyens de transfert des déchets vers la décharge publique. Le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche, qui a suivi l'opération au niveau du quartier de Sorro, a déclaré que "ces campagnes seront reconduites chaque samedi pour venir à bout des points noirs défigurant la beauté de la capitale de l'Ahaggar". Pour sa part, un membre du Forum civil pour le changement (FCC) à Tamanrasset, Abdesslem Mellal, a indiqué que "l'implication de la société civile dans de pareilles campagnes de nettoyage et de préservation de l'environnement font partie des facteurs mettant sur terrain la démocratie participative à laquelle aspirent la société civile". Cette initiative a été favorablement accueillie par la population locale vue son impact positif sur la santé publique et l'environnement.

EL BAYADH (COVID-19)

Fermeture de 285 magasins pour non respect des mesures de prévention

Un total de 285 magasins a été fermé dans la wilaya d'El Bayadh pour non respect des mesures préventives de la Covid-19 depuis le début de la pandémie, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale du Commerce. Le chef de service protection des consommateurs et répression de la fraude, Mustapha Kati, a indiqué que la fermeture administrative des magasins est intervenue lors de sorties sur le terrain d'agents de contrôle des inspections du commerce d'El Bayadh, de Labiodh Sidi Cheikh et de Bougtob, en coordination avec les services compétents de la sûreté dans le cadre de la brigade mixte (sûreté et commerce). Il a souligné que cette procédure légale a touché plusieurs activités à travers différentes communes de la wilaya où les mesures de prévention contre la pandémie de la Covid-19 n'ont pas été respectées, dont celles du port du masque de protection et le respect de la distanciation physique dans les magasins, faisant savoir que leurs dossiers ont été déferés aux services judiciaires. La direction du Commerce a insisté, en coordination avec les services de Sûreté de wilaya dernière, sur la réactivation des mesures de contrôle et de prévention pour faire face à l'épidémie en intensifiant les sorties sur le terrain pour sensibiliser les commerçants et veiller sur l'application des mesures préventives. Pour rappel, elle a mobilisé, depuis la déclaration de la pandémie du coronavirus, 30 équipes de contrôle composées de 60 agents, pour veiller au respect des mesures préventives et sensibiliser les commerçants sur la nécessité de contribuer à la lutte contre la propagation du virus.

ORAN

Traitement anticipé des champs d'orangers contre la cératite

Des producteurs d'agrumes (oranges) d'Oran ont réussi à mettre un terme aux nuisances de l'insecte de la Méditerranée (cératite) qui menace les champs d'arbres fruitiers en général à un traitement anticipé, a-t-on appris auprès de la station régionale de protection végétale de Misserghine. Ils sont parvenus à empêcher la prolifération de la cératite, appelée aussi "mouche des fruits", en tirant la sonnette d'alarme sur ce parasite et en procédant à un traitement immédiat pour éviter des pertes et réaliser une production

qualitative et quantitative, a indiqué de la directrice de la station, Mme Bekri. A chaque saison, la cératite apparaît dans les champs d'orangers, mais les agriculteurs interviennent après que les fruits sont infectés. Les cadres de la station ont anticipé cette saison et sont intervenus avant la prolifération du parasite, a-t-elle fait savoir, soulignant que les tournées d'inspection à travers les champs d'agrumes d'Oran ne font part d'aucune perte à cause de cet insecte qui a été maîtrisé avant et que les oranges en vente dans les marchés sont saines.

Pour empêcher la prolifération de ce parasite, la station a lancé une alerte agricole à la mi septembre dernier, ce qui a permis aux agriculteurs de prendre les précautions nécessaires et tendre des pièges au niveau de la forêt de Boutléis, de Misserghine et de M'sila, selon la même responsable. Après constat, la station a informé les agriculteurs du traitement immédiat par l'utilisation de l'insecticide homologué, tout en organisant des actions de sensibilisation des producteurs et une émission sur les ondes de la Radio d'Oran.

A titre préventif, la même station a présenté un programme d'intervention de traitement mécanique après la cueillette des oranges pour éliminer le cocon de mouche présent dans le sol, a-t-on fait savoir. La Direction des services agricoles (DSA) d'Oran prévoit une production, cette saison, de 40.754 quintaux doranges de différentes variétés sur une superficie de 369 hectares dont 159 ha réservés à la Clémentine contre 32.200 qx d'oranges sur une surface de 245 ha à la saison de l'année précédente.



VOLLEY-CHAMPIONNAT NATIONAL

La reprise de la compétition reportée



La reprise des championnats d'Algérie 2019-2020 de volley-ball, prévue initialement en janvier 2021, est reportée à une date ultérieure en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19), a appris l'APS hier auprès de la Fédération algérienne de volley (FAVB).

"Au jour d'aujourd'hui, nous n'avons pas encore reçu l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour la reprise des entraînements. Nous avions tablé sur une reprise du championnat en janvier prochain, mais au vu du contexte actuel, ce sera impossible de le faire à cette période", a indiqué à l'APS le président de l'ins-

tance fédérale, Mustapha Lemouchi.

L'ensemble des championnats de volley-ball sont suspendus depuis mars dernier, sur décision des autorités en raison de la pandémie de Covid-19.

"Les clubs auront besoin de deux mois de préparation pour pouvoir être au top sur le plan physique après une si longue période d'inactivité. Si nous aurons le feu vert pour la reprise des entraînements d'ici au mois de décembre, la reprise du championnat se fera en février ou, au plus tard, début mars. Dans le cas contraire, nous serons obligés de décaler encore", a-t-il ajouté.

Le patron de la FAVB tient énormément à re-

prendre le championnat de l'exercice 2019-2020, non sans fixer une date butoir.

"Si d'ici à juin 2021, nous n'aurons pas la possibilité de reprendre la compétition, nous serons obligés de mettre définitivement fin à la saison 2019-2020. Dans ce cas-là, les répercussions seront très lourdes sur le volley-ball algérien", a-t-il averti.

Pour rappel, il reste encore à disputer 12 journées non jouées de la Super-Division (hommes) et 6 journées du championnat féminin, alors que la Coupe d'Algérie a atteint le stade des 1/8 de finale.

Brèves

FOOTBALL /
CHAMPIONNAT
DE CHINE

Evergrande vise
un deuxième titre
consécutif

Le Guangzhou Evergrande, entraîné par l'ancien champion du monde italien Fabio Cannavaro, vise un deuxième titre consécutif dans le Championnat de Chine de football contre le Jiangsu Suning. Après une saison retardée de cinq mois par la pandémie de coronavirus et disputée pour l'essentiel à huis clos, la finale se jouera devant du public lors d'une double confrontation sur terrain neutre, dimanche et jeudi à Suzhou, près de Shanghai, où 7000 spectateurs seront autorisés à chaque match. Afin de préserver la santé des joueurs et de rattraper le temps perdu, le championnat chinois avait été largement réorganisé au moment de son coup d'envoi en juillet. Joueurs et dirigeants avaient été maintenus à l'écart du public dans deux "bulles" sanitaires dans les villes de Suzhou et Dalian, même si des spectateurs ont pu assister à certains matches ces dernières semaines. Cannavaro, qui avait remporté l'an passé son premier titre en tant qu'entraîneur avec Evergrande, va tenter de porter le total du club de Canton à neuf sacres. Les deux rivaux, qui s'appuient sur des renforts brésiliens, notamment l'ancien milieu de Barcelone Paulinho du côté de Guangzhou et l'attaquant Alex Teixeira à Jiangsu, se sont rencontrés deux fois pendant la première phase et se sont imposés une fois chacune (2-1).

R.S

APNÉE

Descente record
à 114 m pour la
Slovène Alenka
Artnik

Nouvelle star de l'apnée en grande profondeur, la Slovène Alenka Artnik a battu samedi le record du monde en monopalmes poids constant après une descente vertigineuse à 114 m, à Sharm-El-Sheikh (Égypte). La championne de 39 ans a profité d'une petite compétition pour signer sa performance en 3 minutes et 41 secondes et améliorer ainsi son propre record du monde qu'elle partageait depuis août 2019 avec l'Italienne Alesia Zecchini, soit 113 m établis à Roatan (Honduras). La Slovène, qui partage sa vie entre son pays natal et la France (en Haute-Savoie), a déjà à son actif plusieurs marques mondiales alors qu'elle ne pratique l'apnée que depuis 5 ans. "J'ai beaucoup travaillé cette année pour cette performance, ce fut difficile émotionnellement avec la situation actuelle notamment, c'est un grand soulagement", a-t-elle indiqué. L'athlète, originaire de Koper (sur la côte adriatique), avait déjà fait une plongée record le 15 septembre dernier à Kalamata (Grèce) dans une autre catégorie que le monopalmes. Elle avait atteint 94 m en bi-palmes. La pratique du monopalmes permet de se glisser beaucoup plus profondément car elle est plus fluide et rapide grâce aux ondulations que le bi-palmes. La donnée poids constant signifie que l'apnéiste descend et remonte lesté d'une même quantité de poids, le long d'un filin. Le record du monde messieurs est de 130 m, établi par le Russe Alexey Molchanov en juillet 2018. Alenka Artnik a terminé sa saison par ce record du monde en Égypte. En raison de la pandémie, il n'y a plus de grandes compétitions. La saison d'apnée devrait reprendre en mars.

R.S

FOOT/ CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE (8E JOURNÉE)

Manchester United bat Everton
et soulage Solskjaer

Manchester United s'est imposé à Everton (3-1), samedi, lors de la 8e journée de Premier League, enfonçant un peu plus les Toffees mais soulageant surtout la pression sur son entraîneur Ole Gunnar Solskjaer.



Après la défaite face à Baskeshr Istanbul (2-1) en Ligue des Champions en milieu de semaine et des rumeurs de contacts entre Mauricio Pochettino et les Red Devils, les rumeurs allaient bon train sur le futur du coach norvégien. Si ces trois points laissent Manchester dans la seconde moitié du classement (13e avec 10 points), ils écartent un peu le spectre d'un renvoi. Pour l'autre club de Liverpool, en

revanche, c'est un quatrième match sans victoire de suite (1 nul, 3 défaites), après avoir entamé la saison par quatre victoires. Malgré un début de match plutôt dynamique, Manchester a concédé l'ouverture du score sur une action où la passivité de Victor Lindelöf a permis à Dominic Calvert-Lewin de dévier de la tête pour Bernard qui a marqué d'un tir rasant près un bel enchaînement (1-0, 19e). Mais les Red De-

vils n'ont pas gambé trop longtemps. Six minutes plus tard, au terme d'une séquence de 49 secondes avec 20 passes entre huit joueurs différents, Bruno Fernandes, dans une défense bleue où personne n'a bougé ni sauté, a égalisé d'un tête décroisée (1-1, 25e). Sept minutes plus tard, le Portugais a adressé un centre en rupture pour la tête de Marcus Rashford, lancé. L'attaquant anglais sautait haut mais ne touchait

pas le ballon, qui allait mourir après un rebond, dans le petit filet de son coéquipier en sélection, Pickford (1-2, 32e). Dans le temps additionnel, le premier but sous ses nouvelles couleurs de l'Uruguayen Edinson Cavani (3-1, 90+4) - sur une passe décisive de Fernandes -, a donné plus d'ampleur à ce succès qui rendra la trêve internationale qui s'annonce un peu moins pesante à Old Trafford.

R.S

FC BARCELONE

Fracture du ménisque du genou
gauche pour Ansu Fati

Le jeune prodige du FC Barcelone, l'attaquant international espagnol Ansu Fati (18 ans, 4 sélections), souffre d'une fracture du ménisque du genou gauche, a annoncé le Barça samedi soir dans un communiqué. Sa durée d'indisponibilité n'a pas été précisée. "Les examens réalisés cet après-midi ont montré que le joueur de l'équipe première Ansu Fati souffre d'une rupture du ménisque interne du genou gauche. Le traitement à suivre sera déterminé dans les prochains jours", a indiqué le Barça dans un communiqué. Il s'agit d'une blessure grave qui pourrait mettre un coup d'arrêt aux débuts fracassants du jeune prodige, qui détient déjà de nombreux records de précocité au FC Barcelone, avec la Roja et en Ligue des champions. Convoqué par Luis Enrique avec

l'Espagne pour la fenêtre internationale qui s'ouvre aujourd'hui, Ansu Fati devra donc céder sa place. L'attaquant du Barça, qui vient de fêter son 18e anniversaire le 31 octobre dernier, s'est plaint de douleurs au genou juste avant la pause lors de la rencontre entre le FC Barcelone et le Betis Séville, remporté 5-2 par les Catalans samedi après-midi dans le cadre de la 9e journée de Liga. Le jeune pépite espagnole a été victime d'une faute dans la surface de réparation de la part d'Aïssa Mandi, qui a débouché sur le pénalty manqué par Antoine Griezmann (33e). Assisté par les soigneurs, il s'est relevé pour reprendre sa place sur le terrain et finir la première période... avant de céder sa place au capitaine Lionel Messi après la mi-temps.

R.S

FOOTBALL /
MANCHESTER UNITED
Edinson Cavani retrouve
le chemin des filets

L'attaquant uruguayen Edinson Cavani, transféré cet été du Paris SG vers Manchester United, a inscrit son premier but sous ses nouvelles couleurs lors d'un succès (3-1) à Everton, samedi. Entré à la 81e minute à la place d'Anthony Martial, Cavani - qui a hérité du mythe numéro 7 porté par Eric Cantona, David Beckham et Cristiano Ronaldo - s'est retrouvé à la conclusion d'une contre-attaque à 4 contre 2 très bien menée par Bruno Fernandes, auteur d'un doublé dans ce match. Le Portugais, après avoir bien fixé la défense adverse, a servi le Sud-Américain sur sa gauche à ras-de-terre, et ce dernier ne s'est pas fait prier pour conclure du plat du pied (3-1, 90e+4) d'une dizaine de mètres. Il faut remonter au 23 février pour retrouver un but de Cavani (33 ans) en club. Il avait égalisé à 1-1 contre Bordeaux à la 25e minute, avant de donner deux passes décisives - elles aussi ses deux dernières pour Paris - pour Marquinhos et Kylian Mbappé dans une victoire difficile (4-3).

R.S

FOOT/TRANSFERT

Enzo Zidane sur le point de s'engager avec un club de D2 allemande

Enzo Zidane, fils aîné de Zinedine Zidane, est sur le point de s'engager pour le club d'Erzgebirge Aue, en deuxième division allemande, selon des médias allemands. "Il y a des discussions pour faire signer Enzo depuis quatre semaines et les négociations

sont bien avancées", a déclaré le président de Aue, Helge Leonhardt, ajoutant qu'en Allemagne, le "confinement empêche les transferts de se faire rapidement". Le milieu offensif de 25 ans, formé au Real Madrid, est libre de tout contrat après avoir évolué à Almería la saison dernière, en

deuxième division espagnole. Le président d'Erzgebirge Aue, club situé en Saxe, actuellement 9e de deuxième division allemande, a précisé qu'Enzo Zidane voulait "évoluer et quitter Madrid" pour sortir de l'ombre de son père, actuel entraîneur du Real Madrid.

R.S

AFROBASKET-2021

L'Algérie déclare forfait pour les éliminatoires

Le président de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB), Rabah Bouarifi, a annoncé hier le forfait de l'équipe nationale des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, dont le tournoi est prévu du 27 au 29 novembre à Kigali (Rwanda).



Nous sommes touchés de plein fouet par le coronavirus (Covid-19) ». L'entraîneur national (Faïd Billel, ndr) et quatre joueurs ont été contaminés, sans oublier l'impossibilité des éléments évoluant à l'étranger de rejoindre le pays en raison de la fermeture de l'espace aérien. Nous avons dû annuler le troisième stage prévu jusqu'au 10 novembre pour éviter toute propagation du virus. Tout ça nous a poussés à renoncer à notre participation au tournoi qualificatif de Kigali", a indiqué à l'APS le premier responsable de la FABB. Le Cinq algérien, dont la dernière participation à l'AfroBasket remonte à 2015, s'est qualifié aux

éliminatoires du Championnat d'Afrique 2021 en prenant le meilleur sur le Cap-Vert, lors du tournoi préliminaire disputé en janvier dernier à Alger. "Nous ne pouvons pas aller au Rwanda avec une équipe décimée. Je suis contre la participation juste pour participer. La préparation a été fortement perturbée. Les joueurs sont loin de la compétition depuis mars dernier, ça aurait été difficile pour eux face à des sélections coriaces. Les frais de déplacement nous auraient coûté 900 millions de centimes, je préfère économiser cette somme pour d'autres dépenses", a-t-il justifié. Versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, l'Algérie devait affronter le

Nigeria, le Mali et le Rwanda. Le premier tournoi est prévu du 27 au 29 novembre à Kigali, alors que le deuxième est programmé du 14 au 17 février 2021 à Bamako (Mali). Bouarifi a informé que les sélections algériennes des moins de 18 ans (filles et garçons) manqueraient aussi l'AfroBasket-2020 de la catégorie, prévu en décembre en Egypte, pour le même motif. Avant de conclure : "J'ai pris la décision de fermer jusqu'à la fin du mois le siège de la fédération après la détection de plusieurs cas positifs chez le personnel, à l'image du médecin fédéral et du directeur des jeunes talents".

R.S

FOOT/ CAN-2021 (QUALIFICATIONS/ GR.H)

Belmadi dévoile une liste de 24 joueurs pour le Zimbabwe

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, a dévoilé samedi soir une liste de 24 joueurs, en vue de la double confrontation face au Zimbabwe, prévue les 12 et 16 novembre, comptant respectivement pour les 3e et 4e journées (Gr.H) des qualifications de la CAN-2021, reportée à 2022. Selon la liste publiée sur le site officiel, la Fédération algérienne de football (FAF), a noté le retour du défenseur central Djamel Belmameri, auteur d'un début tonitruant sous le maillot de l'Olympique Lyon (France), mais également du milieu offensif d'Adam Ounas (Cagliari, Italie). Le néo attaquant de Nîmes

olympique (France) Karim Aribi, signe en revanche sa première convocation chez les "Verts". L'équipe nationale, qui restait sur une victoire (face au Nigeria 1-0) et un match nul (face au Mexique 2-2), en matchs amicaux disputés en octobre dernier, accueillera d'abord le Zimbabwe le jeudi 12 novembre au stade olympique du 5-juillet d'Alger (20h00), avant de se déplacer à Harare pour affronter les "Warriors" le lundi 16 novembre (16h00, algériennes). A l'issue de la 2e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1re place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zam-

bie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021. Liste des 24 joueurs convoqués : Gardiens : Rais M'bolhi (Al-Ettifaq, Arabie saoudite), Azzedine Doukha (Al-Raed, Arabie saoudite), Alexandre Oukidja (FC Metz, France) Défenseurs : Mohamed Farès (Lazio de Rome, Italie), Youcef Atal (OGC Nice, France), Aïssa Mandi (Real Betis, Espagne), Djamel Belmameri (Olympique Lyon, France), Rami Bensebaini (Borussia Monchengladbach, Allemagne), Mehdi Tahart (Abha Club, Arabie saoudite), Réda Halaimia (K Beerschot VA, Belgique).

Milieux : Farid Boulaya (FC Metz, France), Mehdi Abeid (FC Nantes, France), Mehdi Zerkane (Bordeaux, France), Sofiane Feghouli (Galatasaray, Turquie), Adlène Guedioura (Al-Gharafa, Qatar), Ismaël Bennacer (AC Milan, Italie), Haris Belkebla (Stade brestois, France). Attaquants : Yacine Brahimi (Al-Rayyan SC, Qatar), Riyad Mahrez (Manchester City, Angleterre), Adam Ounas (Cagliari, Italie), Saïd Benrahma (West Ham, Angleterre), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd, Qatar), Andy Delort (Montpellier, France), Karim Aribi (Nîmes olympique, France).

R.S

CS CONSTANTINE (LIGUE)

Stage annulé après la découverte de 12 cas de Covid

Le CS Constantine, pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé samedi soir avoir décidé d'annuler le stage bloqué qu'il devait effectuer à partir d'aujourd'hui à Alger, où il se trouvait, après la découverte de 12 cas positifs au COVID-19 parmi ses joueurs. Il s'agit de Yetou, Boudebouda, Mebarakou, Rahmani, Benmessaoud, Derradji, Boutadjine, Labani, Redjemi, Ben Tahar, Yaïche et Bencheikh. Après la fin de

leur précédent stage, effectué essentiellement au stade Ben-Abdelmalek de Constantine, les "Sanafir" avaient rallié Alger samedi en vue d'un autre stage bloqué qui devait se poursuivre jusqu'au 15 novembre. Ça devait être un stage précompétitif pendant lequel les poulains du coach Abdeldkader Amrani avaient trois journées amicales au programme, respectivement contre la JS Saoura (le 8 novembre), le CR Belouizdad (le 12) et l'US Bis-

kra (le 15). Cependant, les résultats des tests de dépistage préablement effectués ont révélé la présence de 12 cas positifs au coronavirus parmi l'effectif, ce qui a contraint la direction du club à annuler ledit stage, avant de décider "le retour immédiat" à Constantine. "Tout le personnel du CSC devra subir de nouveaux tests de dépistage à l'arrivée", a indiqué la direction des "Vert et Noir".

R.S

Brèves

FOOT / TOURNOI
SMAÏL-KHABATOU

Le MC Alger remporte la 1re édition

Le MC Alger a remporté la 1ère édition du tournoi amical de football organisé en hommage à l'ancien entraîneur et défunt Smaïl Khabatou, en s'imposant en finale devant le NA Hussein-Dey aux tirs aux buts 3-1 (2-2 après le temps réglementaire), samedi au stade Ahmed-Falek d'Hydra (Alger). Les buts du MCA ont été inscrits par Djabou et Frioui, alors que Bentrouti et Meftah (sur penalty) ont marqué pour le NAHD. Les quatre réalisations ont été signées en première période. La troisième place du tournoi est revenue au Paradou AC qui a battu, plus tôt dans la journée, la JS Kabylie (1-0). Il s'agit du premier tournoi amical de préparation disputé durant cette intersaison, à une vingtaine de jours du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, dont la première journée est prévue le 28 novembre, précédée une semaine plus tôt par la Supercoupe d'Algérie entre le CR Belouizdad et l'USM Alger, programmée au stade olympique du 5-Juillet (Alger).

R.S

TENNIS DE TABLE

Les travaux du collège technique reportés à une date ultérieure

Les travaux du collège technique national, initialement prévus samedi à Alger, ont été reportés à une date ultérieure suite à la dégradation de la situation sanitaire due à la pandémie de Covid-19, a indiqué la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). Une soixantaine de participants étaient attendus à cette rencontre, dont 16 directeurs techniques de section (DTS) des clubs de la division Une, les 28 directeurs techniques des ligues de wilaya affiliées et en activité, les 8 entraîneurs nationaux en exercice des différentes catégories, les 3 directeurs méthodologiques de la FATT et le médecin fédéral, en plus de compétences "avérées" dans la discipline, invitées par l'instance. Dans son communiqué, l'instance fédérale a saisi l'occasion pour insister sur le strict respect des mesures de prévention et de distanciation physique pour stopper la propagation du virus.

R.S

FOOT / COMPÉTITIONS
INTERCLUBS DE LA CAF
(TOURS PRÉLIMINAIRES)

Tirage au sort aujourd'hui à 11h00

Le tirage au sort des tours préliminaires des compétitions interclubs (Ligue des champions et Coupe de la Confédération) pour la saison 2020-2021 sera effectué aujourd'hui à 11h00 (algériennes) au Caire, a indiqué la Confédération africaine de football. Les membres de la commission d'organisation des compétitions interclubs de la CAF participeront au tirage au sort par visioconférence, selon la même source. Quatre clubs algériens prendront part aux deux compétitions. Il s'agit du CR Belouizdad et du MC Alger en Ligue des champions ainsi que de l'ES Sétif et de la JS Kabylie en Coupe de la Confédération. Pour rappel, la finale de la Ligue des champions 2019-2020 se jouera le 27 novembre à Alexandrie entre deux clubs égyptiens : Al-Ahly et le Zamalek.

La Coupe de la Confédération, elle, a été remportée par les Marocains de Renaissance Berkane pour la première fois de leur histoire aux dépens de Pyramids d'Egypte (1-0).

R.S

Brèves

LIBYE

17 corps découverts dans de nouveaux charniers

De nouvelles fosses et 17 corps ont été découverts à Tarhouna, ville de l'ouest de la Libye, où de nombreuses dépouilles sont retrouvées depuis le début de l'été, a indiqué samedi l'autorité du Gouvernement d'union national (GNA) chargée des disparus. Cinq nouveaux charniers ont été découverts jeudi et 17 corps ont été exhumés depuis, a déclaré le directeur de l'Autorité générale pour la recherche et l'identification des disparus, Lotfi Tawfiq. Les recherches, menées par les équipes techniques de cet organisme public, étaient toujours en cours samedi après-midi. Le ministre libyen de l'Intérieur, Fathi Bashagha, a fustigé sur Twitter des "actes atroces" qui ne sauraient rester "impunis". Selon lui, l'un des corps retrouvés à Tarhouna samedi est celui de l'ancien directeur du Bureau d'information et de suivi, Mabrouk Khalaf. La mission de l'ONU en Libye (Manul) s'était dit "horrible" en juin après la découverte des premiers charniers.

SOMALIE

Quatorze terroristes "shebab" tués par l'armée

L'Armée nationale somalienne (SNA) a annoncé samedi avoir tué 14 terroristes du groupe "shebab" et blessé 15 autres lors d'affrontements vendredi dans la région centrale de Gal Gadud. "Nous avons tué 14 terroristes des shebab et blessé 15 autres lors d'affrontements intenses avec les militants", a annoncé Odawa Yusuf Rage, commandant de la SNA, ajoutant que les forces gouvernementales avaient lancé une attaque visant les cachettes des shebab et infligé des pertes parmi les rangs de ce groupe affilié au réseau terroriste al-Qaïda. Il a assuré que l'armée a réussi à récupérer des armes et des munitions lors de cette offensive.

SYRIE

Une attaque de drone tue sept terroristes à Idleb

Sept terroristes ont été tués samedi lors d'une attaque de drone dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, a indiqué une ONG syrienne. Les sept terroristes ne sont pas syriens et appartiennent au Hayat Tahrir al-Sham (HTS), le groupe de coordination du Front al-Nosra, affilié au groupe terroriste Al-Qaïda, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Le drone était en mission suicide lorsqu'il a frappé la position des terroristes dans la montagne de Jabal al-Zawiya, dans le sud de la province d'Idleb, et l'a ensuite détruite, a ajouté l'Observatoire basé en Grande-Bretagne. On ne connaît pas encore l'origine du drone. Cependant, les avions de guerre russes ont effectué 13 frappes aériennes dans la montagne de Jabal al-Zawiya samedi, selon l'observatoire.

ETHIOPIE

24 rebelles tués lors d'une opération militaire



Une opération militaire menée dans l'Etat d'Oromia, dans le centre de l'Ethiopie, a fait 24 morts parmi les rebelles, a annoncé samedi un responsable éthiopien. Selon Ararsa Merdasa, commissaire de la Commission de police d'Oromia, cité par le média d'Etat Ethiopia Broadcasting Corporation (EBC), 24 rebelles

de l'Armée de libération de l'Oromo (OLA) ont été tués dans une opération conjointe des forces de sécurité fédérales et régionales. "Les 24 rebelles de l'OLA morts auraient participé à un récent massacre dans la zone de Guliso, dans la zone de Wollega ouest de l'Etat régional d'Oromia", a-t-il précisé, ajoutant que 49 autres

rebelles de l'OLA ont été capturés lors de l'opération militaire. Dimanche dernier, une attaque armée qui avait touché la zone de Guliso, dans la zone de Wollega ouest de l'Etat régional d'Oromia, avait fait au moins 32 morts parmi les civils. Les autorités fédérales ont accusé l'Armée de libération de l'Oromo d'être responsable de l'attaque.

L'OLA est une faction dissidente d'un ancien groupe rebelle, le Front de libération de l'Oromo (OLF). L'OLF a été désigné comme groupe terroriste par le Parlement éthiopien en 2011. Il a toutefois été retiré de la liste des groupes terroristes en juillet 2018 pour faciliter les négociations et favoriser la réconciliation.

BOLIVIE

Evo Morales confirme son retour aujourd'hui

L'ex-président socialiste bolivien Evo Morales, réfugié en Argentine, a confirmé qu'il rentrerait en Bolivie lundi, au lendemain de l'investiture de son dauphin, Luis Arce. "Après-demain (lundi), dans la matinée (...) je traverserai la frontière" entre l'Argentine et la Bolivie, a déclaré samedi l'ancien chef de l'Etat (2006-2019) lors d'une conférence de presse à Buenos Aires. "J'espère qu'il n'y aura pas de problèmes juridiques", a ajouté M. Morales, en remerciant le président argentin Alberto Fernandez qui le retrouvera à la frontière "pour des raisons de sécurité". Le président argentin

doit se rendre à La Paz samedi pour assister le lendemain à l'investiture de Luis Arce, élu président de la Bolivie le 18 octobre. Lundi, M. Fernandez devrait retrouver Evo Morales à la frontière entre l'Argentine et la Bolivie. Ensuite, l'ex-président bolivien souhaite parcourir par la route les 1.000 km qui le séparent de la ville de Chimoré, dans le département de Cochabamba (centre) où il compte arriver le 11 novembre. C'est dans cette région que le premier président indigène de Bolivie a commencé son activité de syndicaliste dans les années 1980, avant d'être élu député.

DÉMOLI DES MAISONS DANS LA VALLÉE DU JOURDAIN

La Palestine demande des sanctions internationales contre Israël

La Palestine a exhorté, samedi, la communauté internationale à imposer des sanctions à Israël pour sa politique de démolition de maisons de Palestiniens. Israël a démolit des maisons et des structures de Palestiniens dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie, et a laissé 73 citoyens palestiniens sans abri, a déclaré le ministère palestinien des Affaires étrangères dans un communiqué de presse. "C'est un crime terrible et complexe qui viole le droit international, les conventions de Genève et les principes des droits de l'homme", a déclaré le ministère. La démolition de maisons et de structures de Palestiniens "témoigne de l'ampleur de l'expansion des colonies de peuplement dans la vallée palestinienne du Jourdain", a-t-il ajouté. Parallèlement, Hazem Qassem, porte-parole du parti au pouvoir à Gaza, le Hamas, a déclaré que le Hamas appelle à la réactivation de la résistance populaire "pour faire face aux politiques israéliennes contre les Palestiniens".

ELECTION DE BIDEN

Le vice-président iranien espère un changement

Le premier vice-président iranien Eshaq Jahangiri a dit samedi espérer un changement dans les "politiques américaines destructrices" après la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle aux Etats-Unis. "J'espère assister à un changement dans les politiques américaines destructrices et un retour au droit, aux engagements interna-

tionaux et au respect des nations", a-t-il écrit sur Twitter. "L'ère de Trump et de son équipe dangereuse de va-t-en guerre est terminée", a-t-il ajouté. Le président américain Donald Trump, battu par Joe Biden, a appliqué ce qu'il appelait une politique de "pression maximale" et des sanctions sévères contre l'Iran après avoir quitté en 2018 l'accord international

sur le nucléaire iranien conclu avec Téhéran. Les sanctions visent notamment le secteur pétrolier et privent l'Iran de l'essentiel de ses ressources et de l'accès aux marchés financiers internationaux. Le président iranien Hassan Rouhani avait dit plus tôt dans la journée espérer que "l'expérience de trois ans" orchestrée par Donald Trump en matière

de sanctions montrerait à la future administration américaine que l'Iran "continuerait à résister". Joe Biden a dit pendant sa campagne qu'il souhaitait relancer la diplomatie en direction de l'Iran et évoqué un possible retour au sein de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, négocié alors qu'il était le vice-président de Barack Obama.

SALUÉ PAR LES DIRIGEANTS DU MONDE ENTIER

Biden promet de rassembler l'Amérique

Le président élu des Etats-Unis, Joe Biden, a promis de rassembler le peuple américain alors que de nombreux dirigeants à travers le monde ont salué hier sa victoire, tout en l'appelant à redresser la barre après quatre ans de bouleversements géopolitiques.



Je m'engage à être un Président qui rassemble et non qui divise", a lancé Joe Biden, 77 ans, devant une foule en liesse rassemblée en "drive-in" dans son fief de Wilmington au Delaware, appelant les Américains à ne plus traiter leurs "opposants comme des ennemis". Après quatre jours de suspense tendu, l'ancien vice-président de Barack Obama a franchi le seuil "magique" de 270 grands électeurs et met fin à une séquence politique inédite qui a secoué l'Amérique et le monde. Il est "temps de panser les plaies" du pays et d'en finir avec les "diabolisations", a-t-il dit, tendant la main aux électeurs de Donald Trump dont il a dit comprendre la "déception". Même si le président républicain n'a pas concédé sa défaite, de nombreux dirigeants internationaux ont félicité Joe Biden, renforçant l'idée que personne - ni aux Etats-Unis, ni ailleurs - ne prenait véritablement au sérieux les recours en justice engagés par l'équipe Trump. La chancelière allemande, Angela Merkel, qui a entretenu des relations difficiles avec Donald Trump, a insisté sur la relation transatlantique "irremplaçable". L'Union européenne, malmenée par l'actuel locataire de la Maison Blanche, a formé le vœu d'un "partenariat solide" avec les Etats-Unis. "Covid-19, multilatéralisme, climat et commerce international sont des défis à affronter ensemble", a tweeté M. Michel.

PAS LA DERNIÈRE

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui souhaitait une victoire de Donald Trump pour sa politique très favorable envers l'Etat hébreu, a aussi félicité en Joe Biden un "grand ami d'Israël", espérant "approfondir encore davantage l'alliance spéciale" entre les deux pays. Le président afghan Ashraf Ghani a souhaité un renforcement des liens entre Kaboul et Washington dans la lutte contre le terrorisme et le processus de paix, alors que Donald Trump a signé un accord avec les talibans qui entérine le départ des troupes américaines, jugé par certains trop rapide. Bête noire de Donald Trump, l'Iran a appelé M. Biden à saisir "une occasion de (...) revenir sur la voie de l'adhésion aux engagements internationaux". M.

Trump était sorti de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015 et imposé des sanctions économiques contre l'Iran. Dans l'immédiat, le principal défi de Joe Biden est la pandémie de coronavirus qui a causé 237 000 morts aux Etats-Unis. Sa première annonce a concerné la mise en place dès lundi d'une cellule de crise sur la Covid-19. Sa collègue Kamala Harris entrera, elle, dans l'Histoire en devenant la première femme à accéder à la vice-présidence. Toute vêtue de blanc, en hommage aux suffragettes, elle a affirmé samedy qu'elle ne serait "pas la dernière".

"SOULAGÉE"

L'annonce de la consécration de Joe Biden a provoqué des scènes de liesse à travers les Etats-Unis. A Washington, des milliers de personnes ont afflué vers la Maison Blanche et la Black Lives Matter Plaza, une partie de l'artère menant à la résidence présidentielle, renommée au printemps dernier pour dénoncer les violences policières contre les Afro-Américains. "Soulagée. Très soulagée", disait Alex Norton, jeune femme 31 ans, son nourrisson dans les bras. "On sait enfin qu'on ne va pas avoir quatre ans de plus de Donald Trump !" A New York, ville natale du président républicain, un concert de klaxons a accueilli l'annonce de sa défaite. "Je suis ravi", s'exclamait J.D. Beebe, 35 ans.

CONSÉCRATION TARDIVE

Barack Obama, 44e président américain, a salué samedi la victoire "historique" de son "ami". La date de la passation de pouvoir est inscrite dans la Constitution : le 20 janvier. D'ici là, les Etats certifieront leurs résultats et les 538 grands électeurs se réuniront en décembre pour formellement désigner le Président. Pour Joseph Robinette Biden Jr., la consécration suprême sera arrivée tard, à l'issue d'une riche vie en politique jalonnée de tragédies. Après avoir échoué en 1988 et 2008, puis hésité en 2016, celui qui a débuté sa carrière politique nationale au Sénat, il y a près d'un demi-siè-

cle - et connaît le fonctionnement de Washington sur le bout des doigts - s'est contenté d'apparitions limitées, en faisant à l'Amérique une promesse de calme. Dans un contraste saisissant avec l'énergie déployée sur les estrades de campagne par Donald Trump, celui que le Président a affublé du surnom moqueur de "Joe l'endormi" a parfois donné l'image d'un homme frêle, fragile. Ses discours, comme samedi soir, durent rarement plus de 20 minutes. Dans une Amérique profondément divisée, et face à un Sénat qui pourrait rester aux mains des républicains, il devra trouver le ton juste. Au total, malgré la pandémie, la participation a atteint un niveau record dans l'ère moderne : autour de 66 % des électeurs ont voté, selon le US Elections Project. Joe Biden a obtenu plus de 74,5 millions de voix, contre 70 millions pour Donald Trump.

TRUMP ISOLÉ

Donald Trump, qui se trouvait, à l'annonce des résultats, dans son club de golf non loin de Washington, a accusé Joe Biden de se "précipiter pour se présenter faussement" en vainqueur. Rien n'oblige le président républicain à le faire formellement, mais admettre sa défaite fait partie de la tradition à Washington. M. Trump a, dès mardi soir, adopté une posture très belleuse, promettant une véritable guérilla judiciaire. Le tempétueux président de 74 ans, entré avec fracas en politique en remportant la présidentielle en 2016 à la stupéfaction générale, a échoué à se faire réélire, contrairement à ses trois prédécesseurs Barack Obama, George W. Bush et Bill Clinton. Si la vague démocrate, annoncée par certains, n'a pas eu lieu, et s'il a montré qu'il disposait d'un très solide socle d'électeurs, sa gestion de la pandémie, qu'il a sans cesse minimisée, lui a valu de vives critiques, jusque dans son propre camp. Très amer, il n'a cessé ces derniers jours de crier à la fraude, sans apporter le moindre élément concret. Mais il apparaît isolé au sein de son propre parti dans sa croisade contre un "vol" du scrutin dont il aurait été la victime.

AFP

R.I

ESCALADE MILITAIRE À EL GUERGUERAT

Le Polisario met en garde le Maroc

Le Front Polisario a mis en garde contre l'escalade militaire à El Guerguerat et tenu le Royaume du Maroc pour responsable de ce qui pourrait découler de cette situation dangereuse, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS). Dans un communiqué rendu public samedi au terme d'une réunion d'urgence présidée par le Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, consacrée à l'examen des répercussions de la violation continue par l'occupation mar-

caine de l'accord militaire N1 et du cessez-le-feu, le Front Polisario a déclaré "un état d'urgence maximal en vue de faire face à la situation générée par la persistance du Maroc à occuper des parties du territoire sahraoui et à faire fi de ses engagements vis-à-vis de la partie sahraouie". Le Front Polisario a en outre qualifié "d'évolution dangereuse" la présence massive de forces marocaines au cours des deux jours précédents face à des civils sahraouis sans défense mani-

festant devant la brèche illégale dans la région d'El Guerguerat, au su et au vu de la MINURSO, a ajouté la source. Le Secrétariat national du Front Polisario a, par ailleurs, appelé le peuple sahraoui à "faire montre des plus hauts niveaux de vigilance et de mobilisation afin de faire face à toutes les possibilités, sous la direction de son Front populaire pour la libération de Saguia El Hamra et Rio de Oro et de son armée". Le Front Polisario a également condamné "la persistance

de l'occupation marocaine de certaines parties du territoire de la RASD, membre de l'Union africaine, d'une part, et sa tentative continue de se soustraire à ce qu'il avait signé avec la partie sahraouie sous la supervision de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine (UA), d'autre part", tenant le Royaume marocain pour responsable des répercussions de "cette situation dangereuse".

APS

Charlie remis en selle

Le président français a marché sur un râteau pour la deuxième fois, et il a dûment pris le manche dans la tronche. Les produits français ont disparu des rayons des magasins arabes et turcs ; il y a des têtes coupées en pleine pandémie ; beaucoup d'animosité, de colère, un parfum de guerre civile. Vous l'avez voulu, c'est vous qui l'avez voulu, Emmanuel Macron ! Nous avions eu les événements de 2015, pourquoi avez-vous appuyé sur "Replay" ? Tout le monde peut poser le pied sur un râteau une fois, mais répéter cette erreur ? Ce n'est pas un signe d'intelligence, à moins que ce qui s'en est suivi ne soit exactement ce qu'il voulait. Macron est certainement un homme intelligent. Il avait quelques bonnes raisons pratiques de provoquer les musulmans français. Ce n'est pas un idéologue, il voulait voler l'électorat de droite à Mme Le Pen. Ces électeurs sont connus pour détester les étrangers, et en premier lieu l'importante population musulmane de la république. Les musulmans ne correspondent pas à l'image que les Français se font d'eux-mêmes, comme autant de silhouettes minces avec béret, gabardine et baguette sous le bras. Il n'était pas difficile de mettre cette population musulmane en colère, puis de brandir la poigne de fer d'un Macron pour la remettre au pas, et voilà ! les électeurs nationalistes sont dans la poche du président français.

Charlie Hebdo avait remis le couvert. Ce petit journal satirique de faible teneur artistique publie généralement des dessins de mauvais goût et dignes de décorer les murs des toilettes publiques. Il ne survivrait pas s'il n'y avait en arrière-plan des donateurs et des aides gouvernementales. Il est si minable qu'on ne le remarquerait même pas, si les médias grand public ne colportaient pas son message jusque dans la dernière banlieue d'immigrants. Aujourd'hui, ils ont republié de très vilaines carica-

tures du prophète Mahomet. Les immigrants et leurs enfants n'ont pas apprécié cette insulte préméditée à leur foi. Essayez de rire de l'Holocauste en présence d'un juif et vous comprendrez. Même les gens pacifiques et placides n'aiment pas qu'on les offense. Cependant, la publication n'avait eu que peu d'écho, contrairement au soutien public et bien relayé que lui a apporté Macron. Il a positivement célébré cette publication, en ajoutant quelques phrases bien choisies et offensantes contre l'Islam. C'est lui qui a déclenché l'alarme.

Tartuffe serait fier de ce Macron qui a déclaré que Charlie Hebdo était le véritable porteur de l'esprit républicain français et de son amour pour la liberté d'expression débridée. Ce serait déjà assez saumâtre si c'était vrai, mais ce n'est pas le cas. La France, et le monde entier, subit maintenant une vaste offensive contre la liberté d'expression. Facebook ferme des comptes et supprime les messages, Google interdit des sites-miroir, le vénérable Unz.com a été à la fois interdit sur Facebook et signalé négativement sur Google. Le président Trump voit sauter ses touts, ou repris mais flanqués d'un avertissement sanitaire sur Twitter. La nouvelle loi écosaisie en projet ferait de l'expression d'opinions susceptibles de causer un malaise même entre les quatre murs de votre propre maison un crime. Depuis longtemps, c'est un crime de dire des "choses haineuses" dans l'espace public, et au Royaume-Uni il se commet cent mille "crimes de haine" par an, selon la police de la pensée.

C'est la France qui mène l'assaut contre la liberté d'expression. L'écrivain français Hervé Ryssen a été emprisonné pour avoir critiqué les Juifs ; un tribunal français a condamné Alain Soral à payer 158 500 dollars à une organisation juive pour la réédition d'un livre vieux de 128 ans - selon le titre de Guillaume Durocher. La

nouvelle loi française interdit le "discours de haine" sur les médias sociaux. La loi oblige les plateformes et les moteurs de recherche à retirer les contenus offensants - y compris relevant du domaine religieux - dans les 24 heures sous peine d'une amende pouvant atteindre 1,25 million d'euros. Cette loi, ainsi que d'autres lois sur la haine, sont appliquées pour défendre les Juifs mais, étrangement, ne défendent pas les sensibilités musulmanes ou chrétiennes.

Le rédacteur en chef de Charlie Hebdo est conscient de cet ordre discriminatoire et l'approuve. Un journaliste de Spiked rapporte l'avoir rencontré : "Biard [le rédacteur en chef] n'est pas favorable à un discours non réglementé. Il soutient les lois françaises qui interdisent la négation de l'Holocauste, et il est favorable aux lois sur les discours de haine. Il approuve la poursuite de l'humoriste français Dieudonné, qui a été arrêté à plusieurs reprises pour avoir dit que la Shoah n'était pas importante". Vous ne pouvez rien dire contre les Juifs, mais attaquer la foi des immigrants musulmans pauvres est parfaitement normal, car ce sont des gens sans importance, et ils devraient apprendre qui est leur patron et quelle est la vraie foi de leur nouvelle patrie (un indice : ce n'est pas le christianisme). S'ils font du grabuge, c'est encore mieux car ils peuvent être durement punis en retour.

Théoriquement, il est illégal en France d'insulter les croyances musulmanes (ou chrétiennes). La Cour européenne des droits de l'homme en avait d'ailleurs jugé explicitement en ce sens dans son arrêt rendu au sujet de l'affaire Institut-Otto-Preminger contre l'Autriche : "Le respect des sentiments religieux des croyants garanti par l'article 9 peut légitimement être considéré comme violé par des représentations provocantes d'objets de vénération religieuse, de telles images pouvant être considérées comme une violation malveillante de l'esprit de tolérance, qui devrait également être une caractéristique d'une société démocratique".

Dans l'affaire Wingrove contre le Royaume-Uni : "... Le respect des sentiments religieux des croyants peut devenir la base d'une restriction légale par l'État pour la publication de représentations provocantes d'objets de vénération religieuse."

Dans l'affaire Pussy Riot contre la Russie : "Étant donné que la présentation des requérants a eu lieu dans une cathédrale, qui est un lieu de culte religieux, la Cour considère que l'ingérence (de l'État) peut être considérée comme ayant pour but légitime de protéger les droits des tiers".

De telles activités devraient donc être illégales, mais apparemment elles ne le sont pas. Cette injustice est une source d'aggravation : Les musulmans ont été ridiculisés lorsqu'ils ont porté plainte contre des caricatures particulièrement viles de Charlie, mais les Juifs gagnent presque toujours lorsqu'ils vont en justice contre ceux qui les dénigrent. Parenthèse et révélation : j'ai également été poursuivi par la LICRA, l'organisme juif français, alors que mon éditeur français se retrouvait financièrement dévasté par leur législation.

Ainsi, la France (comme le reste de l'Occident) n'a plus guère de liberté d'expression, et l'affirmation de Macron selon laquelle les caricatures de Charlie devraient être célébrées comme signes de Liberté sont particulièrement hypocrite et fausse, comme celle de George Bush qui disait : "Ils nous haïssent pour notre liberté".

Comme si cela ne suffisait pas, il y a eu ensuite la grosse opération pour que tous les musulmans de France soient au courant des saletés de Charlie validées par Macron. Dans les écoles, une leçon a été consacrée à l'éducation des enfants à la pornographie grossière des caricatures. Il a été dit (mais je n'ai aucun moyen de le vérifier) que le professeur français assassiné avait montré des caricatures se moquant du Prophète pendant cinq ans chaque année depuis 2015, comme il l'a fait cette année après le discours de Macron. Il aurait ajouté une autre caricature pornographique et suggéré que les musulmans pouvaient quitter la classe s'ils ne voulaient pas se sentir offensés. Je peux imagi-

ner le cri (sélection ! déportation !) si un professeur avait suggéré que les élèves juifs devraient quitter la salle. Les parents musulmans mécontents sont allés se plaindre à la police. Le professeur a déposé une contre-plainte pour diffamation. Il est difficile de juger maintenant si le professeur tué agissait comme il y était obligé par les autorités, ou s'il était particulièrement zélé pour divulguer des cochonneries.

Un jeune de 18 ans d'origine tchétchène (il vivait en France depuis l'âge de six ans) l'a tué et l'aurait décapité, et le tueur a été immédiatement criblé de balles par la police. Cela a créé une vague de panique en France, Macron et Le Pen rivalisant d'appels pour châtier les musulmans. Certains extrémistes musulmans auraient attaqué des fidèles dans une église de Nice et en auraient tué trois ou quatre. Cette action a été dénoncée comme une opération sous faux drapeau, visant à terroriser les gens pour qu'ils acceptent le nouveau confinement, par un site français radical de premier plan qui a appelé au "refus du confinement (ou de la nouvelle assignation à domicile) comme seul véritable acte de résistance en ces temps troubles".

Il pourrait s'agir d'une opération sous faux drapeau, car aucun groupe musulman n'en a revendiqué la responsabilité. En outre, les services secrets français ont pour tradition de tuer ceux qu'ils envoient commettre l'acte, et le meurtre du jeune Tchéchène correspond à leur mode opératoire. L'acte terroriste suivant, l'assassinat d'un prêtre grec orthodoxe à Lyon, a également été attribué à des musulmans assoiffés de sang, jusqu'à ce que l'on découvre que le criminel était un ancien moine orthodoxe ayant une rançonne personnelle contre le prêtre ; après quoi l'attentat de Lyon est tombé au fond d'un trou de mémoire médiatique. Macron en a quand même profité pour fermer toutes les églises en France ; apparemment, le gouvernement voulait créer les conditions d'une guerre de religion entre chrétiens et musulmans. Plus sinistre encore est la raison pour laquelle des rebelles/terroristes tchétchènes ont été amenés en France, ainsi que des réfugiés/terroristes syriens, libyens et afghans qui ont participé aux sanglantes guerres civiles sur leurs terres : ce sont certainement des gens dangereux.

Nous savons que les services secrets britanniques ont utilisé des réfugiés libyens au passé douteux pour continuer à se mêler des affaires libyennes, et que deux terroristes, Salman et Hachem Abedi, ont fui la Libye avec l'aide du gouvernement britannique à bord du navire de la Royal Navy britannique, le HMS Enterprise, pour ensuite tuer et blesser de nombreux Britanniques en 2017 à Manchester. Nous savons que les Russes ont demandé l'extradition de terroristes tchétchènes présumés d'Angleterre et de France, mais qu'ils ont essuyé un refus.

Il est peu probable que ces terroristes endurcis aient été amenés en Europe occidentale dans l'espoir d'en faire des citoyens exemplaires, ou pour des raisons humanitaires. Il est plus probable qu'ils aient été amenés précisément dans le but de créer un réseau terroriste clandestin, pour effrayer les citoyens et les obliger à obéir. Tout comme le coronavirus, mais par d'autres moyens. Certaines personnes se font tuer, mais le but est atteint : de nouveaux décrets antiterroristes sont adoptés et mis en œuvre ; une surveillance accrue est mise en place. Les gouvernements et leurs services de sécurité veulent nous faire peur, et le terrorisme est un moyen sûr pour y parvenir. Tout cela fait partie de la guerre que les élites mènent contre les nations et contre une démocratie trop peu fiable. Les élites sont mécontentes de nous, le peuple, dit Frank Furedi : "Le mépris du peuple qui ne vote pas selon les souhaits de ses supérieurs est l'un des principaux moteurs de l'hostilité des élites envers la démocratie aujourd'hui". Ils espèrent que "le coronavirus va tuer le populisme", autrement dit la démocratie, ajoute-t-il.

A suivre

Par Israel Adam Shamir

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Tipasa

Agence de Gestion et de Régulation Foncières Urbaines

NIF : 000542052329556

MISE EN DEMEURE

- Vu le marché n° 10/2018 du 26/07/2018 portant réalisation de 30/140 logements promotionnels aidés + services (lots n° 03 et 04 : Bloes B3-A4) à Damous (Wilaya de Tipasa)
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux enregistré sous le n° 10/2018 du 29/07/2018.
- Vu les ordres de service d'arrêt et de reprise des travaux.
- Vu la mise en demeure n° 01 du 16/01/2019 enregistrée sous le n° 307/2019.
- Vu la mise en demeure n° 02 du 04/02/2020 enregistrée sous le n° 046/2020.
- Considérant le non respect des instructions mentionnées dans les mises en demeure.
- Considérant l'absence de reprise des travaux dans le chantier après la dernière mise en demeure.
- Considérant le non renforcement des moyens humains et matériels dans le chantier après la dernière mise en demeure.

L'entreprise "ETB/TCE HARCHOUNI Ali" représentée par Monsieur HARCHOUNI Ali demeurant à au lotissement Ghar Ettine à Bouharoun (Wilaya de Tipasa) est mise en demeure de reprendre le chantier en le renforçant en moyens humains et matériels ainsi qu'en matériaux dans un délai de huit (08) jours qui suit la date de publication de la présente mise en demeure. Faute de quoi il sera procédé à la résiliation aux torts exclusifs de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.